l'unité

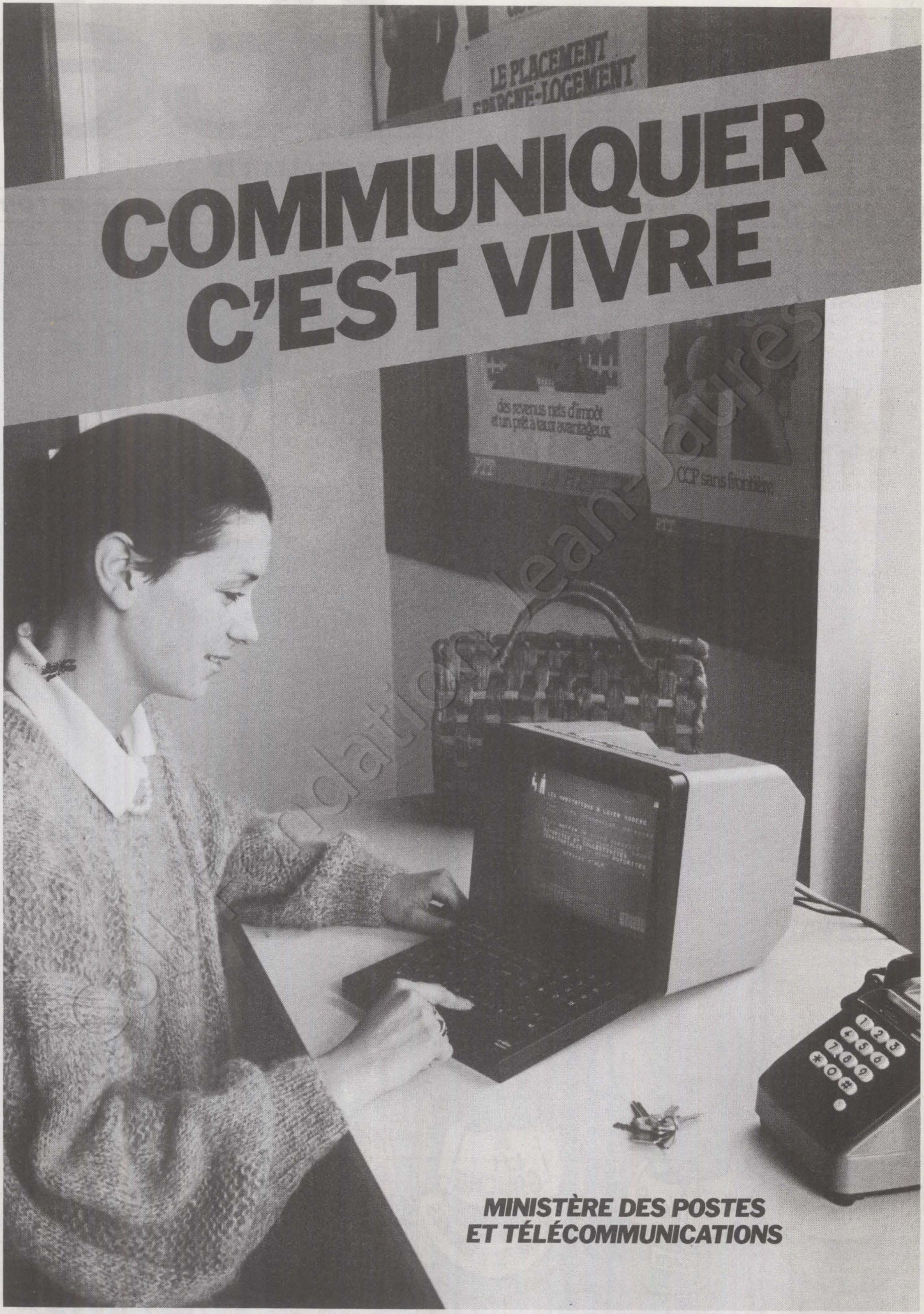
L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 669 - 8 F

28 NOVEMBRE 1986



Fondation Jean Jaurès



Fondation Jean Jaurès



SOMMAIRE

« L'Unité »
N° 669
du 28 novembre 1986

4 POLITIQUE FRANÇAISE

L'éditorial de Claude Estier.
Etudiants-lycéens : une nouvelle génération de militants est née ! par Frédérique de Gravelaine.
Le beau dimanche de la gauche : l'éternel retour. par Claude Jadoul.

8 ECONOMIE

Christian Pierret : « Je ne crois pas que l'on puisse changer chaque Français en petit capitaliste », (Propos recueillis par Philippe Maquat).

10 IDEES

Quand le conte de fées se brise sur la réalité-Carabosse, par Frédérique de Gravelaine.

12 SOCIAL

Formation professionnelle : le discours en toc de M. Séguin, par Michel Berson.

13 MEGALOMANIE

Paris : le fait du Prince, par Claude Estier et Georges Sarre.

14 MONDE

Philippines : la passe noire de la dame en jaune, par Carlos Ferrari-Lopez.

16 MONDE EN BREF

Par Carlos Ferrari Lopez et Jean Liberman.

17 TRAFIC D'ARMES

L'Italie sur la sellette, par Michel Mathieu.

18 SANTE

Qui s'adonne à l'autocritique médicale, par Pierre-Yves Poindron.

20 MEDIAS

T.v.6 : en avant la zizique, par Jean-Paul Liégeois.

24 CINEMA

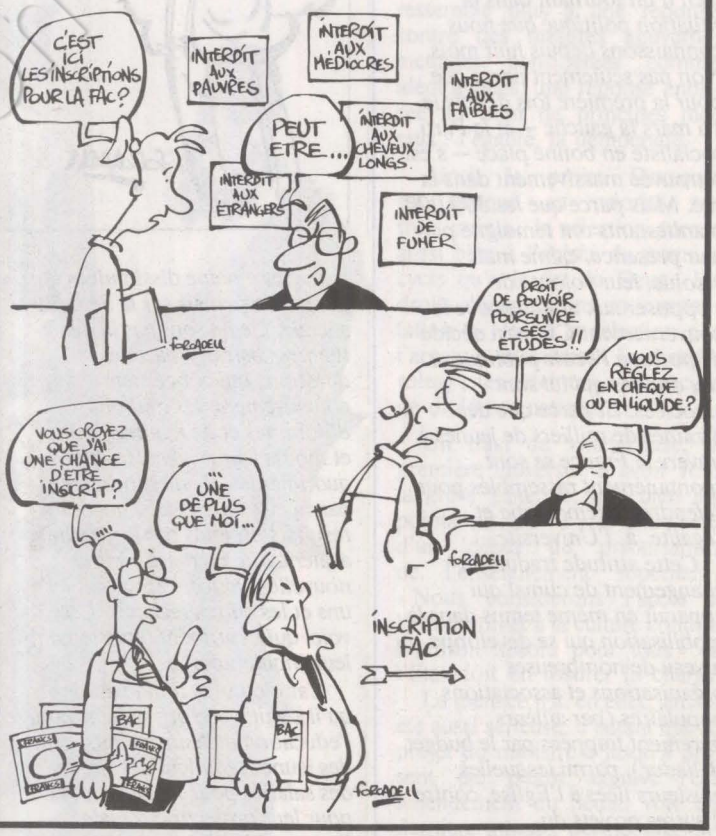
Par Martine Ducousset, Fabian Gastellier et Frédérique de Gravelaine.

26 DOCUMENT

La Révolution vue par les Italiens : la fille de l'Europe des Lumières et de l'Indépendance américaine, par Michel Mathieu.
La Révolution et le cinéma : Liberté, Egalité... et hélas trop souvent choucroute, par Martine Ducousset.

30 LIVRES

La chronique de Nicole Chaillot.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Jean Liberman, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Changement de climat

PAR CLAUDE ESTIER



IL faut toujours se garder de comparer ce qui n'est pas vraiment comparable. En dépit de ce que l'on a pu lire ici ou là ces derniers jours, la remarquable réussite de la manifestation de la Fen dimanche à la Bastille, n'est pas la réplique tardive à celle du 24 juin 1985 qui avait entraîné le retrait par le gouvernement socialiste du projet de loi sur l'école. Pas plus que l'ampleur de la protestation des étudiants et des lycéens contre le projet de loi Devaquet ne trouve sa filiation dans le mouvement de mai 1968 (1).

Il n'empêche qu'il s'est passé quelque chose ce 23 novembre dont on saura bientôt s'il s'agit bien d'un tournant dans la situation politique que nous connaissons depuis huit mois. Non pas seulement parce que pour la première fois depuis le 16 mars la gauche — et le Parti socialiste en bonne place — s'est retrouvée massivement dans la rue. Mais parce que les 300 000 manifestants ont témoigné par leur présence, calme mais résolue, leur volonté de s'opposer aux atteintes que le gouvernement Chirac a décidé de porter à l'école publique et aux œuvres qui lui sont associées. Et parce que des dizaines de milliers de jeunes à travers la France se sont spontanément rassemblés pour défendre la démocratie et l'égalité à l'Université.

Cette attitude traduit un changement de climat qui apparaît en même temps dans la mobilisation qui se développe, au niveau de nombreuses organisations et associations populaires (par ailleurs durement frappées par le budget Balladur), parmi lesquelles plusieurs liées à l'Eglise, contre d'autres projets du gouvernement tels que le Code de la nationalité, la construction de prisons privées ou le tout-répression en matière de toxicomanie. Sans parler d'une révolte encore sous-jacente mais qui pourrait se propager rapidement à propos des menaces à peine dissimulées qui pèsent désormais sur la Sécurité sociale. Ce ne sont pas là des thèmes abstraits mais des questions qui concernent concrètement des millions d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, dans leur vie quotidienne. Il en est beaucoup parmi eux qui, insatisfaits des résultats obtenus par la gauche, avaient voté en mars pour la nouvelle majorité. On disait les uns et les autres résignés. Les voici qui expriment ouvertement leur inquiétude.

Car c'est bien d'inquiétude qu'il s'agit, celle des parents pour l'éducation de leurs enfants, celle des jeunes pour leur avenir, celle des salariés pour leur emploi et pour leur protection sociale. Dans sa frénésie à tout bouleverser pour le seul bénéfice de quelques catégories privilégiées, le gouvernement commence à faire peur à ceux qui n'ont pas la chance d'en être. « Le Monde » soulignait justement lundi : « M. Chirac inquiète, le R.p.r. en veut trop ». Ce journal n'est d'ailleurs pas le seul à se demander pourquoi le Premier ministre s'ingénie à dresser tant de monde contre lui alors qu'il semblait jusqu'à il y a quelques semaines plutôt tirer profit de la coexistence.

Cet état de choses n'est certainement pas sans rapport, d'une part avec le remontée de Raymond Barre dans les sondages, d'autre part et surtout avec la cote record de popularité atteinte par le président de la République. Il apparaît clairement qu'en prenant ses distances avec les projets les plus scandaleux du gouvernement, en opposant sa philosophie à celle de la droite au pouvoir, François Mitterrand répond, n'en déplaise à Georges Marchais, à l'attente d'une grande partie de l'opinion. Significatives étaient dans la manifestation de dimanche les banderolles invitant « Tonton » à « tenir bon », en l'assurant qu'il n'est pas seul.

Qu'on ne nous dise pas, comme le fait la presse Hersant, qu'il ne s'agit là que d'une entreprise de « désinformation » ou d'une agitation politique qui serait inspirée — ou récupérée — par le Parti socialiste. Celui-ci joue son rôle normal d'opposant. Il est présent avec ceux qui manifestent pour défendre l'école publique. Il demande le retrait du projet de loi Devaquet parce qu'il s'agit d'une réforme nocive pour l'Université. Mais le P.s. se félicite que ce soit bien au-delà de ses rangs que se développe désormais la protestation contre l'action du gouvernement. Contrairement à ce que prétend celui-ci, il ne s'agit en aucune manière d'une manipulation. Il serait dans son intérêt d'en prendre conscience s'il ne veut pas connaître très vite de nouveaux déboires.

---

1) On retiendra parmi les slogans des manifestations étudiantes de cette semaine : « 1968 c'est vieux 1986 c'est mieux. »

UNE NOUVELLE GENERATION DE MILITANTS EST NEE

Sérieux, travailleurs, attentifs, un tantinet condescendants à l'égard de la « génération bernée », celle de 1968, ils revendiquent leur pragmatisme mais n'oublient pas pour autant qu'ils se battent au nom de principes moraux intangibles qui ont pour noms : liberté, égalité et fraternité. Enfin ce sont bien souvent des filles qui les représentent et qui les encadrent. Allez roulez belle jeunesse de 1986...

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UNE traînée de poudre. En dix jours, la fièvre s'est emparée de notre belle jeunesse : quasiment toutes les universités touchées – même si les facs de sciences et surtout de médecine se font tirer l'oreille ; des milliers de lycéens à Paris, en banlieue, dans les grandes villes de province, se retrouvant dans la rue après avoir « débrayé » spontanément, aux cris de « Devaquet, si tu savais, ta réforme où on se la met » et de « 68 c'est trop vieux, 86 c'est mieux ». Un grand mouvement de solidarité qui fait chaud au cœur.

On nous avait tellement répété que la jeunesse était devenue sage, individualiste, obsédée de réussite. Hélas, les vieux concepts éculés du genre « égalité-fraternité » révisités par Coluche (« Réveille-toi, ils sont devenus fous ») font mieux recette que « famille-patrie ». Et pourtant, ils veulent travailler. Mais dans de bonnes conditions. Et s'ils manifestent, c'est calmement. Signe des temps, les leaders du mouvement sont plutôt des filles. Il fallait voir Judith et Gigi, respectivement élèves à Lavoisier et à Balzac, haranguer la foule des délégués lycéens amassés à Jussieu mardi dernier. Il fallait les voir, surtout, réussir à imposer le calme dans des amphis survoltés. Et organiser les débats de main de maître.

La rapidité avec laquelle le mouvement se répand dans les lycées, en particulier dans les établissements réputés sérieux qui préparent aux grandes écoles, est un signe qui ne trompe pas. On a même vu l'université du Mans débrayer après l'intervention des lycéens ! Les futurs bacheliers sont évidemment concernés au premier chef par cette réforme. Mais n'oublions pas qu'ils ont été les fers de lance de Sos-Racisme et des actions de solidarité avec les pays d'Afrique touchés par la famine.

C'est bien à un mouvement de la jeunesse que nous assistons. « La drogue, les immigrés, maintenant, l'université... C'est trop ! » Avec un bel ensemble lycéens et étudiants insistent : nous ne faisons pas de politique, nous nous considérons en état de légitime défense. Leur réaction ressemble plus à une réponse contre des mesures gouvernementales considérées comme idéologiques, une réponse énoncée au nom de principes moraux : l'égalité, la démocratie.

Ainsi, le projet Devaquet est attaqué en priorité sur trois points : la sélection accrue aussi bien à l'entrée du premier cycle qu'à la fin du Deug ; les droits d'inscriptions en augmentation (« Non à la sélection par l'argent » proclament les banderoles) ; les atteintes au principe de diplômes nationaux.

Un tract de Villetaneuse, la première université à avoir voté la grève générale, met bien les points sur les « I » et s'inquiète d'un début de privatisation de l'enseignement supérieur : « Nous considérons l'accès à l'éducation et à la culture comme un droit absolu pour tous » et l'Etat doit en assurer la charge.

La menace n'a, en effet, jamais été aussi sérieuse, d'autant que le projet du ministre a jusqu'à présent été plutôt aggravé. Un amendement du Sénat, voté en dernière minute, permet aux entreprises de déduire de leurs bénéfices 2 % de leur chiffre d'affaires consacrés au financement de l'enseignement supérieur. Comme le fait remarquer Hubert Coudanne, porte-parole de la

(suite en page 6)



Pascal Lebrun

« Gigi » lors de l'A.g. des lycéens à Jussieu.



A.f.p.

(suite de la page 5)

conférence des présidents d'université, qu'il soit permis de douter de l'intérêt que Pechiney ou Saint-Gobain portent aux Grecs du Péloponèse... « Non aux Universités Coca-Cola ! », lui répond un étudiant.

Quant aux amendements déposés par la droite à l'Assemblée nationale, où la discussion a commencé jeudi, ils souhaitent élargir la fourchette des droits d'inscription de deux — dans le projet Devaquet — à trois et s'opposent à toute atteinte à l'autonomie proclamée des établissements, en particulier en refusant que le rectorat intervienne pour inscrire des candidats qui n'auraient pas trouvé de place. De quoi rendre caduque l'assurance du gouvernement prometant que tous ceux qui le souhaitent pourront étudier.

Sérieux, c'est le maître mot

Face à l'agitation des jeunes, les ministres tentent pour l'instant de multiplier les appels au calme, pauvres incompris qu'ils sont. René Monory affirme qu'il ne s'agit pas de sélection mais d'orientation, que les diplômes nationaux ne sont pas remis en question, que les droits d'inscription resteront modestes... Bref, « rien n'est changé », répète-t-il. A quoi il est facile de demander pourquoi une nouvelle loi est jugée nécessaire...

Alain Devaquet, tout aussi « calme », cherche à isoler le syndicat en pointe, l'Unef-I.D., en sous-entendant qu'il négocie avec lui alors qu'aucune rencontre officielle ou officieuse n'a eu lieu depuis le 22 mai ! Réflexe anti-syndical classique, mais mauvais calcul : le mouvement a depuis longtemps débordé le syndicat qui ne cherche nullement à le diriger, seulement à lui offrir une logistique et un cadre.

La diffusion spontanée du mouvement — certaines universités à faible présence syndicale ont déjà voté la grève, Valenciennes par exemple — se fait en réalité au nom de l'auto-organisation — « Nous tenons à nous prendre en charge nous-mêmes » — avec des comités de grève et des commissions représentatifs de toutes les U.e.r. Le tout dans un farouche « patriotisme » d'établissement (on est fier d'être de Villetaneuse, d'Orsay ou de Nantes) qui semble jouer un rôle de rempart contre les « magouilles », la « récupération ».

Chaque université organise donc toute seule ses délégations, et son service de presse, avec dossiers complets et contacts dans les médias. On est sérieux ou on ne l'est pas.

Sérieux, c'est le maître mot. « Calme, serein et intelligent », dit même un étudiant de Censier. « C'est comme ça que je vois la démocratie : nous ne voulons pas nous laisser diriger. Nous sommes efficaces et responsables », explique Isabelle Thomas, porte-parole à Villetaneuse.

Isabelle incarne parfaitement cette nouvelle race de militants. Etudiante en droit, belle, la voix claire et calme, le regard assuré, elle s'est d'abord engagée pour sa Fac. Dans l'ordre de ses priorités, vient ensuite Sos-Racisme. Puis l'engagement au Parti socialiste. A la Sorbonne, lors des états-généraux de samedi dernier, elle a tenu à rappeler que les étudiants et les lycéens « ne sont pas les seuls menacés par le gouvernement, que la jeunesse a d'autres batailles à mener, en particulier sur le code de la nationalité : c'est pourquoi notre responsabilité est lourde ».

« Responsables, pas folklo. » Ainsi s'affirment-ils. Evidemment, tout le monde y pense, le spectre de Mai-68 pèse sur le mouvement. Les ancêtres gauchistes, ce sont les A.G. des professeurs qui les accueillent aujourd'hui. Les jeunes, eux, les jugent avec un brin de condescendance, comme une génération bernée qui « s'est plantée dans ses aspirations ». Ils n'ont pas envie de retomber dans les mêmes ornières. Alors ils revendiquent leur pragmatisme. Sans pour autant oublier qu'ils se battent au nom de principes moraux intangibles, en filiation directe avec le débat actuel sur la Révolution. Cocktail détonant, qui n'a pas fini de donner du fil à retordre au gouvernement. Et qui pourrait bien injecter de nouveaux espoirs dans les organisations de gauche orphelines d'idéologies. ●

LE BEAU DIMANCHE DE LA GAUCHE : L'ETERNEL RETOUR

PAR CLAUDE JADOUL

« TONTON, tiens bon, la gauche est dans la rue » : s'il fallait retenir un petit message parmi les centaines arborés sur les calicots par les manifestants réunis par la Fen dimanche dernier, c'est celui-là qui pourrait être retenu. Et Laurent Fabius avait cent fois raison — sur le petit écran — de souligner cet aspect de la manifestation. Oui, la gauche est à nouveau dans la rue. Avec ses gros bataillons, ses forces vives. 300 000 personnes pour les dirigeants de la Fen, 200 000 pour les policiers présents sur le parcours... mais seulement 45 000 pour la préfecture. La loi du genre a été respectée. Un signe : le P.c.f. était de la partie. Mais frileusement et en tout cas pas à l'initiative. Nuance. « Les temps ne sont plus »... comme dit la chanson. Mais, en revanche, l'ensemble du « peuple de gauche » a répondu à l'appel : Fasp, Cnafal (conseil national des associations familiales laïques), Fédération Léo-Lagrange, Fgaf (fédération générale autonome des fonctionnaires), Grand Orient de France, Libre pensée, Ligue des droits de l'Homme, Mrap, Sos-Racisme, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Snui, Unef-Id, Unef-Solidarité, Mrg, etc, La gauche renoue avec ses vieux réflexes. Il fallait voir les grandes « déferlantes » de manifestants, ceux de la gare du Nord, ceux du Châtelet, ceux de l'Opéra, vers la République pour se convaincre que quelque chose commence à bouger.

La Fen a mieux fait que humer le vent : elle s'en est emparée pour être davantage portée dans la bagarre difficile qui s'ouvre avec René Monory et Alain Devaquet.

La gauche serait-elle à nouveau dans l'air du temps et bien dans sa peau ? Toujours est-il que le message de la Fen — l'avenir de la jeunesse — a fait un vrai tabac, le projet Devaquet aidant.

La Fen a tenu son pari sur un autre objectif. La manifestation de dimanche dernier a été tout, sauf sévère. Une vraie fête. Le « Réseau » (pour ne pas parler de l'Empire) a donné, et bien donné. Bonjour la gaieté. Et la convivialité pas morte. C'est l'orchestre du Sni de Saône-et-Loire qui joue La Madelon, *ce sont les éclaireurs et les éclaireuses de France qui scandent leurs slogans, ce sont ceux de Hazebrouck qui parodient Monory sur l'air de* Gavroche, *ce sont les Lillois qui défilent sur celui de* « Nini peau d'chien » *(« A la Bastille, on défendra l'école laïque »), ce sont les « manants » d'Obrechies qui ont ressorti leurs « grosses têtes ». La France des instits et des profs a de nouveau le tonus. Et c'est Jacques Pommatau qui s'exclame : « le soi-disant libéralisme, le retour en arrière —*



Pascal Lebrun

Pascal Lebrun



La délégation de la Fen conduite par Pommatau, Barbaran et Bouchareissas.



Isabelle Thomas leader de la grève à Villetaneuse.

la réaction, quoi ! – peuvent bien, un moment, obscurcir le présent, ils ne seront pas l'avenir (...) » « Les Monory passeront » (...) « l'avenir appartient aux jeunes ». Et les jeunes étaient là. Nombreux, très nombreux, de Villetaneuse ou d'ailleurs. Comme ils devaient l'être jeudi à nouveau, devant le Palais-Bourbon. Dépolitisés ? Cela dépend de ce que l'on met sous ce label. Mais indifférents, sûrement pas. Les présidents d'universités en savent quelque chose. Ils ont déjà leur symbole : Isabelle Thomas, une étudiante de 24 ans, qui s'est adressée, sans faiblir, à la foule de plusieurs centaines de milliers de personnes qui se pressaient. Discours structuré, bien argumenté, motion-choc : elle a dit tout en peu de mots. Mais justes. Et si Monory-Devaquet avaient le singulier mérite de faire germer une nouvelle génération de militants ?



La délégation du Parti socialiste.



Pascal Lebrun



Christian Pierret : "Je ne crois pas que l'on puisse faire de chaque Français un petit capitaliste"

PAR PHILIPPE MAQUAT

A grands renforts de publicité coûteuse l'action Saint-Gobain est proposée à un illusoire capitalisme populaire. Dans le même temps le chômage des adultes s'aggrave et la France pauvre s'élargit. Christian Pierret ancien rapporteur du Budget démontre la nocivité d'une politique qui fait vraiment la part trop belle aux privilégiés.

Au cas où vous ne seriez pas au courant, rappelons que la première des 65 privatisations prévues par le gouvernement, en l'occurrence celle de Saint-Gobain, est en cours depuis lundi dernier. Une chose est sûre, aucun moyen n'a été négligé pour diffuser l'information : spots publicitaires dans les media audiovisuels, placards dans les journaux, etc. Rien n'a manqué. Quant à la B.n.p., pilote de l'opération elle s'est bien sûr empressée de joindre par courrier le mode d'emploi à sa clientèle. Il est vrai qu'à 310 F l'action, l'offre est séduisante (Au même prix offrez-vous plutôt un abonnement à « l'Unité »). Ce qui fait dire à Christian Pierret, député socialiste des Vosges et ancien rapporteur de la Commission des Finances : « C'est un nouveau bradage des biens collectifs, le prix fixé étant inférieur de 10 % à 15 % à la réalité. » Une « sous-évaluation grossière », selon le groupe socialiste à l'Assemblée, mais qui, de toute façon, était inévitable car le gouvernement ne peut se permettre un échec pour sa première privatisation. Il en reste 64 autres derrière et le plus dur est à venir, notamment au niveau de la tenue de la Bourse, de sa capacité d'absorption et à celui du maintien de l'engouement des souscripteurs. Toujours est-il que le choix de Saint-Gobain ne doit rien au hasard. En effet le nom, l'image de marque et la bonne santé de l'entreprise concourent au succès de l'opération. Mais cela veut dire aussi que les nationalisations n'ont pas été le gâchis trop souvent dénoncé. Or de cela on n'a guère parlé ces derniers jours.

Il n'empêche que derrière le rideau de fumée des privatisations, derrière l'illusion du développement d'un capitalisme populaire (1) – ce qui, entre parenthèses, permet de raccoler quelques nouveaux électeurs – se cache une autre réalité. Celle du chômage et de huit millions de Français rémunérés en dessous du S.m.i.c. Eux n'ont pas dû se précipiter chez leur banquier pour souscrire du Saint-Gobain. Or le budget pour 1987, qui vient d'être adopté par les députés ne leur permet guère d'espérer mieux. Pour Christian Pierret il s'agit en effet d'un budget de classe, corporatiste qui « cristallise des positions acquises et ne prépare pas l'avenir ». Le député des Vosges a répondu à nos questions sur la politique économique et sociale menée par le gouvernement ; il met également en avant les contre-propositions des socialistes.



Pascal Lebrun

(1) Selon un sondage Ifop-« Le Matin » paru mardi dernier, 60 % du Français n'aiment pas le capitalisme. De quoi faire réfléchir...

« L'UNITE » : Quelle différence entre un budget de droite et un budget de gauche ?

CHRISTIAN PIERRET : Nos budgets préparaient l'avenir sur les plans économique et industriel, sur ceux de la recherche et des mutations de la société française. Les budgets votés par la droite cristallisent seulement des positions acquises par certains groupes sociaux. Ensuite, nos budgets présentaient toujours une composante de justice sociale. Or aujourd'hui on voit exactement l'inverse au niveau de la fiscalité et de la satisfaction donnée à tel ou tel groupe en particulier. Le sens collectif en est totalement absent.

– Les crédits de l'industrie et la recherche scientifique ont notamment été très affectés...

– Mais d'abord ceux de la culture au niveau des investissements. Or on sait que les problèmes de croissance économique et de lutte contre le chômage sont d'abord culturels, c'est en ce sens qu'il est nécessaire de modifier la culture générale, de développer l'aptitude à changer, à comprendre pour pouvoir préparer l'avenir avec les forces du travail. Sacrifier l'investissement culturel c'est sacrifier la capacité d'une société à changer.

Même chose pour l'éducation qui perd 2 700 postes dans le primaire et 2 000 dans les collèges. Quant aux crédits de la recherche scientifique, ils baissent effectivement de plus de trois milliards de francs. L'action de Jean-Pierre Chevènement et de Hubert Curien, qui avait permis à la France de remonter la pente dans ce domaine est donc stoppée. Les crédits de l'industrie ne préparent pas plus l'avenir, ils ne répondent pas aux besoins de restructurations financière, économique et humaine des industries.

L'investissement n'est pas vraiment encouragé ce qui est d'autant plus une erreur que l'emploi en dépend. Il faut vraiment se donner les moyens d'investir, de rénover le tissu industriel français. Hélas on en est loin.

– L'aide à l'investissement suscite effectivement une certaine controverse et pas seulement à gauche...

– Bien sûr car le budget ne prévoit pas d'aiguillon pour permettre aux entreprises d'investir dans de nouvelles machines, mais aussi dans l'intelligence, dans l'homme, dans la formation. Un tel mécanisme d'investissement n'existe pas et, c'est vrai, les socialistes n'ont pas été les seuls à constater cette carence puisque d'autres partis à droite l'on également dénoncée.

– Concrètement que proposez-vous ?

– Une réduction massive de l'impôt sur les sociétés mais seulement lorsqu'il y a réinvestissement dans l'entreprise. Et cela plutôt que de procéder à des réductions moins importantes pour des bénéfices investis ou distribués. Cette deuxième solution choisie par Edouard Balladur n'est pas dynamique pour l'économie.

– La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes a choqué l'opinion sans vraiment la mobiliser. Peut-être parce que l'I.g.f. était controversé, même à gauche.

– En fait la disparition de l'I.g.f. s'inscrit dans une politique plus vaste qui tourne le dos à la justice sociale. C'est la suppression des tranches à 60 % et 65 % qui ne touchaient que les très hauts revenus ; c'est aussi le fait que les diminutions d'impôt de



3 % pour tout le monde vont, étant donné le système progressif de l'impôt, jouer davantage en faveur des classes aisées ; ce sont encore toute une série de petites mesures, qui laissent faire l'évasion fiscale pour les gens qui possèdent une culture économique et financière et peuvent ainsi placer leur argent, exploiter au mieux la législation. D'une manière générale il s'agit de la mise en place d'une politique qui favorise les plus gros possédants de patrimoines et les titulaires des plus hauts revenus.

Concernant l'I.g.f., j'estime qu'il faut absolument maintenir un impôt sur le capital en France. C'est une caractéristique du socialisme, mais c'est aussi une réalité dans tous les pays modernes. Néanmoins si l'I.g.f. était controversé c'est parce qu'il était trop compliqué. Or un impôt n'est efficace que s'il est simple. Nous nous battrons donc pour rétablir un impôt sur le capital à un taux plus bas mais comportant beaucoup moins d'exemptions.

– A droite on estime, et Edouard Balladur le premier, qu'il faut laisser travailler l'argent que possèdent les plus riches...

– Les socialistes n'ont jamais été contre la richesse, mais ils estiment, eux, que si richesse il y a, l'œuvre collective doit en bénéficier. Autrement dit nous ne voulons pas supprimer le profit indicateur de la réussite, mais nous voulons qu'il soit aussi synonyme de prises de responsabilité dans la société. Quand vous gagnez beaucoup d'argent, vous devez vous sentir davantage responsable vis-à-vis de la société. Or cela peut se faire à travers certaines impositions.

– Mais de toute façon ne s'agit-il pas d'une illusion dans la mesure où l'I.g.f., par exemple, exemptait l'outil de travail et frappait surtout les non-actifs ? L'argent ainsi libéré devrait donc avant tout aller vers des placements financiers...

– C'est vrai : les placements financiers se sont énormément développés au cours des dix dernières années. La mobilisation de l'épargne se fait de moins en moins vers l'investissement productif et de plus en plus vers la spéculation. Or ce gouvernement Balladur encourage beaucoup la spéculation tant nationale qu'étrangère. Ainsi, les mesures dites de déréglementation du marché des capitaux, pour la plupart d'entre elles – mais pas pour toutes il faut le reconnaître objectivement – favorisent l'accroissement spéculatif artificiel, la construction d'une société fragilisée par le fait que l'argent crée l'argent, plutôt que de créer d'abord une activité qui, elle créera l'argent.

« Sacrifier l'investissement culturel c'est sacrifier la capacité d'une société à changer. »

– L'un des objectifs de l'épargne-retraite est justement de remobiliser l'épargne des ménages. Mais d'abord que pensez-vous de l'idée de faire appel à la capitalisation pour préparer sa retraite ?

– L'idée n'est pas mauvaise dans la mesure où nous allons rencontrer des problèmes de financement d'ici à une quinzaine d'années. Nous ne sommes pas contre, mais bien sûr à condition de ne pas remettre en cause le système de la répartition. Reste que techniquement le projet Balladur est très contestable. En effet, sa mise en œuvre va conduire l'épargnant à mettre beaucoup d'argent de côté chaque année, pendant de nombreuses années s'il veut arriver à un complément de retraite décent et cela sans pouvoir sortir du circuit sauf à être pénalisé. Le système est compliqué et intéresse, là encore, essentiellement ceux qui se trouvent en haut de l'échelle. Mais pas les autres, ouvriers, cadres moyens, cadres. D'ailleurs, soit dit entre parenthèses, le budget 1987 est très défavorable aux intérêts des cadres.

– Avec, d'un côté, dans le contexte des privatisations, une exaltation comme jamais des placements financiers, des manœuvres boursières grandes ou petites, et, de l'autre, une paupérisation semble-t-il grandissante, le fossé n'est-il pas en train de se creuser dans la société française ?

– Je constate également que beaucoup de media parlent davantage du cours du yen, de l'indice Dow Jones que de la réalité économique française. C'est très frappant et c'est une sorte d'idéologie qu'on essaie d'instiller profondément dans la société française, sous l'effet des privatisations. Mais il y aura des résistances car, en dépit de la vogue des privatisations, je ne crois pas que l'on puisse faire de chaque Français un petit capitaliste selon le principe que les petits ruisseaux font les grandes rivières. Et si la société se sent mal dans sa peau c'est parce que la politique actuelle est injuste. Un exemple : l'abaissement des charges sociales pour l'emploi des jeunes qui déplace sans le résoudre le problème sur d'autres tranches d'âge, celle des 40-45 ans et crée ainsi de nouvelles frustrations, ailleurs. C'est tout à fait l'illustration de la politique de l'emploi en trompe-l'œil qui mène le gouvernement.

– Que pensez-vous du débat sur les petits boulots, vous avez créé des T.u.c. pour les adultes dans le bassin de Saint-Dié ?

– Ce que j'ai créé c'est un système de travaux au profit des seules collectivités locales et associations mais pas à celui des entreprises. L'expérience, qui continue, intéresse les chômeurs qui touchent l'allocation de fin de droit ou qui ne touchent plus rien du tout. Ils sont en France 400 000 à 500 000 qui ne perçoivent plus aucune allocation.

Le système fait appel à la solidarité mais tourne le dos à l'assistanat. C'est d'ailleurs dans cette voie que je travaille au sein du Parti socialiste, sur le thème du revenu minimum social garanti qui doit, dans notre esprit, être impérativement lié à une activité au service de la collectivité : hôpital, santé publique, collectivités locales, jeunesse, culture, etc. Les besoins ne manquent pas.

– Revenons aux petits boulots...

– L'idée est dangereuse parce que cela abaissera la dignité des travailleurs sans pour autant être efficace. En effet je ne pense pas que l'on pourra résoudre de manière tangible le problème du chômage par la distribution de journaux le matin, de croissants, et même par le rétablissement du travail à domicile

(suite en page 10)

(suite de la page 9)

comme il y a cinquante ans. Et cela même si, je ne rejette pas tout en bloc, il y a peut-être la possibilité par cette idée de satisfaire des besoins sociaux qui ne le sont pas actuellement.

– La convention du P.s. sur l'emploi approchant, quelles nouvelles filières, peut-on exploiter pour tenter de faire baisser le chômage ? Et, au-delà, dans quelle direction s'orienter ?

– Ce dont on est sûr c'est que les emplois de la « high tech » ne représentent pas grand-chose. Toutes les études montrent en effet que la haute technologie déplace des emplois, en qualifie d'autres mais entraîne peu de créations nettes. En revanche, il existe des possibilités au niveau des services : services aux entreprises, restauration, informatique, relations sociales. Mais au-delà, il faut aboutir à une meilleure répartition du temps de travail en encourageant, comme nous avions commencé à le faire avec Jean Le Garrec, le travail à temps partiel ; il faut également favoriser la croissance économique autant que faire se peut.

« Nous assistons à de réelles contre-performances de la part du gouvernement Chirac. »

Ce qui suppose l'intervention de l'Etat, non pour une relance comme celle intervenue en 1981-1982, mais pour soutenir certains secteurs sensibles comme le bâtiment ou les travaux publics. Il faut donc penser différemment le temps de travail, aussi bien sur une journée, une semaine que sur une vie et faire de l'Etat, un aiguillon pour certains secteurs sensibles.

Mais en fait la crise que nous vivons est profonde car c'est une crise du système capitaliste, comme en 1929...

Elle a effectivement ceci de commun avec celle de 1929, qu'elle est culturelle au sens large du terme. C'est le rapport entre l'homme et la production, entre l'homme et la machine qui est en cause, ainsi que la conception de l'entreprise et le rapport au savoir. La grande mutation qu'il faut réaliser c'est celle de l'intelligence et du savoir. Nous devons donc promouvoir, de toutes nos forces avec l'Etat la capacité créative, l'innovation et la motivation des gens. A la solidarité, conception traditionnelle du socialisme, il faut allier l'esprit d'entreprise. Ce qui ne signifie nullement aduler le patronat, car l'esprit d'entreprise, on doit aussi l'avoir dans la fonction publique.

En effet le véritable moteur de la croissance c'est la motivation des gens dans la société, c'est le fait de se sentir mieux dans sa peau dans la société, dans son lieu de vie, on y revient, pour se sentir mieux dans l'entreprise. Le problème est à la fois économique et culturel. Or il est sûr que l'on ne peut plus tirer grand-chose en efficacité du type de société dans lequel le gouvernement Chirac essaie de nous faire revenir. Car c'est la voie de la vétusté sociale.

– Après huit mois de gouvernement, le bilan présenté par la droite est pour le moins mitigé. Les Français, selon vous, commencent-ils à regretter la gauche ?

– Il ne s'est pas encore écoulé assez de temps pour que l'aspect inefficace ou injuste des mesures prises par la droite apparaisse vraiment dans la vie quotidienne. Pourtant, quand vous parlez de bilan mitigé je dirais qu'il s'agit plutôt de réelles contre-performances. Vouloir en effet terroriser le terrorisme et aboutir au drame que l'on vient de connaître avec l'assassinat de Georges Besse doit je pense conduire nos gouvernants à faire preuve de plus de modestie. Car la gauche parlait moins mais agissait sans doute plus efficacement contre le terrorisme. On ne vient pas à bout d'un tel fléau très facilement c'est sûr, nous ne jetons donc la pierre à personne, mais nous avons quand même, je crois, le devoir politique de donner une petite leçon d'humilité à tous ces gens qui nous ont donné tant et tant de conseils, qui nous ont tant et tant admonestés lorsque nous étions au pouvoir.

(Propos recueillis par PHILIPPE MAQUAT)

Quand le conte de fées se brise sur la réalité - Carabosse

Nous voulions changer la vie et c'est la vie qui nous a changés. C'est à ce constat amer mais non désespéré qu'aboutit Serge Moati dans son très sincère livre « la Saison des palais ».



Pascal Lebrun

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

C'EST notre histoire. Celle de nos engagements, à gauche par révolte contre « l'inégalité des destins ». Celle de nos espoirs, en un certain mois de mai 1981. Celle de nos désillusions lorsque nos mythologies s'effondrèrent sous la pression de la réalité. Celle de nos petites lâchetés et de nos renoncements, de nos plaidoyers et de nos fiertés : nous, au moins, n'avons pas détruit la liberté.

Serge Moati a été directeur de F.r.3. pendant plus de quatre ans. Son roman, « la Saison des palais » (Grasset), raconte cette étrange expérience du pouvoir vécue par une génération qui y était, en fait, mal préparée. « Même si nous l'étions en partant : les socialistes ont un problème avec le temps. » Quoique souvent drôle, le ton ne manque ni de nostalgie ni d'amertume. Car après tout « l'apprentissage de la vérité a quelque chose de tragique ».

Apprentissage. L'exercice du pouvoir tant attendu a expulsé hors du cocon des hommes et des femmes jusqu'alors bien protégés. « Nous avions cultivé, de longues années durant, l'héroïsme en serre... Il fallait convenir que nous n'étions pas des héros et achever de nous sevrer de ces rêves épiques qui nous avaient pourtant aidés à vivre », écrit Serge Moati. Et il explique : « Dans la

fraternité d'opposition, on se trouve plus vertueux, plus intelligent, plus sexy. On est comme des vierges éternelles en attente du Prince charmant. Et un jour, un 10 mai, nous prenons conscience que ce n'est pas Rimbaud qui accède au pouvoir. Ensuite, pendant, cinq ans, nous avons vécu une Odyssée, un voyage initiatique. »

Il le reconnaît volontiers, ses quatre personnages dont les journaux intimes s'entrecroisent pour former un « roman », Antoine, le ministre, Arthur, le réalisateur directeur de chaîne, J.-F. P., le trublion talentueux et Victor, le juif tunisien écarté des responsabilités, sont des masques. Masques dont Serge Moati a eu besoin pour se raconter mais pour raconter aussi les centaines de militants aux parcours et aux états d'âme semblables. Ces masques sont aussi le défaut majeur du livre, des personnages qui ont du mal à exister en tant que tels, des voix qui s'expriment avec les mêmes mots, avec les mêmes accents chaleureux et emphatiques.

Pourtant, cette comédie de notre époque se lit comme un polar. Parce que l'auteur ne recule jamais devant la sincérité, avec une honnêteté qui lui donne le droit de stigmatiser l'hypocrisie. Celle de ses amis et des autres, tous ceux qui par exemple ont su s'indigner de voir nommer des socialistes malgré leur incontestable compétence professionnelle et oublient d'en faire autant aujourd'hui, se taisent comme ils s'étaient tus pendant les décennies précédentes.

Certes, ce livre ne va pas plaire à tout le monde. « Seul le langage neutre et aseptisé ne prend aucun risque », répond le fauteur de troubles. Reconnaissons-lui le mérite de ne pas avoir cédé à la langue de bois et à ses chantages vertueux. « Si nous avons quelque chose à faire dans cette période sinistre et glauque dite de cohabitation, c'est de parler, de nous regonfler affectivement. » Décrire par le menu les errements des socialistes au pouvoir va donner des armes à nos adversaires ? « Les gens de droite peuvent jubiler. Mais que leur rire les étrangle ! Le spectacle des turpitudes de la droite, de ses connivences, nous l'avons aujourd'hui sous les yeux. Elle a été si prompte à redevenir elle-même ! »

Et, surtout, Serge Moati croit qu'il est possible de « parler librement à des gens qui sont adultes. C'est parce que je crois à l'insolence et à la liberté que je suis socialiste ». Aussi a-t-il choisi l'autodérision. A commencer par sa propre action : n'hésite-t-il pas à se moquer de son film sur la visite de François Mitterrand au Panthéon, qualifié de « fort pompier », « trop de zooms », « commentaire ampoulé »... Toute honte bue, il passe aux aveux. Il avoue les jalousies mesquines, les égotismes, les cabotinages, l'appétit de pouvoir. Ceux qui prétendent que le pouvoir ne fait pas bander sont des menteurs. Et tant pis si ce n'est pas convenable de reconnaître la joie enfantine à user de ces hochets dérisoires, une voiture avec chauffeur, des secrétaires dévouées, des courtisanes éblouies... « La-haut, il y a peu de monde, c'est doux. »



Avouer, c'est aussi dire ses contradictions. Parler du ministre qui se plaint des journalistes trop critiques et demande le retour sur le petit écran de Maya l'abeille et de Guy Lux. Parler de la peur que la liberté accordée se retourne contre nous. « On sait que les journalistes n'ont jamais réclamé la liberté et que cette liberté piégeait les socialistes à leur propre discours. Mais c'est le génie socialiste d'avoir étendu le champ des libertés, tout en ayant le sentiment de travailler pour les autres. » Serge Moati espère que la multiplication des chaînes « rendra ce débat dérisoire ».

Avouer, c'est encore reconnaître ses erreurs. Sans oublier les erreurs des autres : « Sur Antenne 2, Pierre Desgraupes a fait la même chose que moi, avec une grille « culturelle » qu'il a changée précipitamment l'année suivante... Je ne voudrais pas être le seul à endosser tous les péchés de la terre. »

Le masque compassé du pouvoir

Nous voulions changer la vie, la vie nous a changés... « La grande question, aujourd'hui, c'est de trouver à concilier l'apprentissage du réel et le renouveau, l'espoir. » Serge Moati refuse « la sécheresse du cœur », qu'on appelle aussi « culture de gouvernement ». « Redire : changer la vie, ça ne marchera pas. Il faut inventer. Et chasser la tristesse. » Au fond, s'il est un regret que l'ancien directeur redevenu réalisateur admet entre tous, c'est celui de s'être voulu trop conforme, d'avoir oublié pendant ces années la fraternité, d'avoir délaissé les amis qui, eux, n'étaient ni à convaincre ni à séduire. De s'être pris trop au sérieux. « Dès le 11 mai, il fallait voir ses copains, maxillaires serrés, torse bombé : ils avaient pris le masque compassé qui sied au pouvoir. »

Par respect des convenances : « Il nous fallait être convenables, ne pas roter en ces palais nationaux où nous n'étions que d'illégitimes et fugitifs visiteurs » — nombreux ont été ceux qui n'ont pas eu « le courage de leurs intuitions », comme de transformer, vite, les trois chaînes. Mais il n'est pas trop tard pour bien faire : Serge Moati aujourd'hui laisse parler son insolence. Et il se moque de la mode « clean », lisse, si lisse, rose et gentille à laquelle nous avons failli succomber. Ce qui ne doit pas nous empêcher de rendre justice à cette période de notre histoire, honnie à droite et méprisée à gauche. Et de reconnaître que, pendant cinq ans, « il s'est fait de belles et bonnes choses. »

Formation professionnelle

LE DISCOURS EN TOC DE M. SEGUIN

Michel Berson, député de l'Essonne et délégué national du P.s. à la Formation professionnelle nous donne quelques clés pour décrypter le discours mystificateur de Philippe Séguin qui a dû rabattre pas mal de ses ambitions face à un tout-puissant ministre des Finances. Nouvelle preuve que Edouard Balladur a bien mis sous haute surveillance l'action du ministre des Affaires sociales.



« L'UNITE » : Le budget de la formation professionnelle devrait augmenter en 1987 de 6 %, pour atteindre 18,5 milliards de francs. Cette progression supérieure à celle de l'ensemble du budget de l'Etat, constitue-t-elle une priorité du gouvernement Chirac ?

MICHEL BERSON : Cette progression cache mal le coup d'arrêt donné à l'effort de l'Etat depuis 1981 en faveur de la formation professionnelle des jeunes et des adultes. En effet, il convient de s'interroger sur la réalité de ces 6 %.

Le budget 1987 présente une nouveauté singulière : 15 % des crédits pour la formation professionnelle – soit 2,8 milliards de francs – sont mis, sans affectation précise, dans un fonds d'intervention pour l'emploi et la formation. Ce montant sera-t-il utilisé à des actions de formation ou à des actions de soutien à l'emploi ? Dans cette seconde hypothèse, les 6 % ne seraient pas atteints. D'autant plus que les crédits pour les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.a.i.o.), les missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les 107 000 stages (16-18 ans ; 18-25 ans ; chômeurs longue durée) ne sont plus explicitement prévus dans une ligne budgétaire. Ils seraient, selon le ministre Philippe Séguin, inclus dans cette provision de 2,8 milliards ; mais la simple revendication des actions engagées dans ce domaine en 1986 nécessiterait une enveloppe financière très supérieure. C'est dire que le dispositif d'insertion sociale et professionnelle, mis en place par les gouvernements de gauche, est bien aujourd'hui remis en question. Les jeunes les plus en difficulté qui ne peuvent accéder directement à l'une des trois nouvelles formules de formation en alternance en seront les premières victimes.

– Sur quoi porte l'augmentation, de l'ordre de 650 millions de francs, du budget de la formation professionnelle ?

– Elle n'est due qu'à la seule progression de l'enveloppe consacrée au S.i.v.p. ; stages d'initiation à la vie professionnelle, précisément la mesure la plus critiquable de ce budget ; sans elle, les crédits pour 1987 seraient restés au niveau de ceux de 1986, les autres mesures stagnant ou régressant. Dès lors, où est la priorité à la formation professionnelle affichée par le gouvernement ?

En effet, la durée des S.i.v.p. passe de 3 mois à 6 mois, mais la durée du temps de formation reste à 75 heures ; si bien que la nature de ces stages – telle que l'avaient prévu les partenaires sociaux – est complètement dévoyée. Ce dispositif était un bon moyen d'inciter les jeunes et les employeurs à conclure, à l'issue de ces stages, des contrats d'adaptation à un emploi ou de qualification ; il devient un moyen insidieux de mettre en place un « Smic-jeune » au rabais, comme en témoignant les pratiques de plus en plus abusives, de certaines entreprises. Et cela sera encore plus vrai si, comme le ministre des Finances l'a laissé entendre, la durée des S.i.v.p. passait à un an.

– Quels sont les autres révélateurs de la véritable nature de la politique de M. Séguin ?

– Les emplois d'initiative locale, les fonds départementaux d'initiative des jeunes et les subventions pour les entreprises intermédiaires, sont supprimés ; les crédits pour les congés individuels de formation baissent de 3 % ; les crédits pour les congés de conversion sont également en régression ; les crédits pour la rénovation de l'apprentissage diminuent de 2 %, et ce, en contradiction flagrante avec le discours gouvernemental ; les crédits de la formation professionnelle pour le ministère de l'Education nationale reculent de 3,8 % (moins 14 %, par exemple, pour l'enseignement à distance).

En vérité, Philippe Séguin n'a pas obtenu du ministre des Finances des crédits à la hauteur de son discours, qui dès lors apparaît pour ce qu'il est, un discours mystificateur.

– Pourtant 4,2 milliards de francs, destinés au financement des exonérations des charges sociales des entreprises qui embauchent des jeunes, ont été inscrits au budget 1987.

– Oui, mais ils ne sont pas dans le budget de la formation professionnelle, ce qui signifie, en clair, que les 4,2 milliards de francs ne sont pas à la disposition de M. Séguin et qu'ils ne pourront pas être transférés sur d'autres programmes qui se révéleraient, en cours d'année, plus... utiles. Nouvelle preuve que M. Balladur a bien mis sous haute surveillance l'action du ministre des Affaires sociales. De plus, il faut souligner que cette mesure ne constitue pas une véritable incitation à la formation, pas même à l'emploi. C'est en fait une aide royale de trésorerie aux entreprises.

On constate, en effet aujourd'hui :

1) que les entreprises bénéficient, en réalité, d'exonérations pour des embauches qu'elles avaient déjà programmées ;

2) que, si les recrutements de jeunes sont un peu plus importants, ils se font au détriment des adultes ;

3) et que ces recrutements sont compensés par des licenciements – plus nombreux depuis qu'ils sont libres – de salariés âgés de 50 ans et plus.

Les socialistes, entre 1981 et 1986, avaient étroitement lié insertion, formation et emploi ; ils avaient mené une politique d'incitation des entreprises à s'engager dans la formation des jeunes, notamment les moins qualifiés, et non une politique d'exonération des charges sociales qui, on le sait, n'est pas créatrice d'emplois.

C'est pourquoi l'emploi et la formation des 850 000 jeunes en difficulté ne se trouveront pas vraiment améliorés ; mais la situation financière des entreprises se trouvera allégée de 4,2 milliards de francs !

En définitive, le gouvernement a abandonné la logique économique et sociale d'insertion et de formation, mise en place avec succès par les socialistes, pour revenir à la logique, purement financière d'exonérations des charges sociales qui, du temps de Raymond Barre, avait déjà fait la preuve de son inefficacité.

– D'une façon générale, que vous inspirent les nouvelles orientations de la politique du gouvernement Chirac en matière de formation professionnelle ?

– Ces orientations sont très inquiétantes, même Jean-Pierre Soisson, député R.p.r., président du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, s'en est ému récemment. En diminuant le financement des mesures de formation des adultes qui accompagnent la modernisation de l'économie, en favorisant les actions en faveur des jeunes les moins porteuses de formation, le gouvernement utilise les crédits de la formation professionnelle, non pas comme un moyen d'accompagnement une politique économique et sociale, mais comme une simple aide au recrutement des jeunes.

Le gouvernement n'a pas compris que la formation professionnelle est l'un des leviers essentiels d'une politique active de l'emploi. En privilégiant ainsi l'embauche des moins de 25 ans, dans n'importe quelles conditions, le gouvernement peut, certes, faire baisser à court terme les statistiques du chômage des jeunes, mais il ne se donne pas les moyens de résoudre, par la formation, les problèmes d'insertion sociale et professionnelle des jeunes et les problèmes d'adaptation des salariés aux mutations technologiques.

Cette politique de gribouille, à courte vue, qui n'a d'autre horizon que celui de la prochaine élection présidentielle, cherche des résultats immédiats ; elle sacrifie délibérément l'avenir de notre pays et promet un très dur retour de bâton à moyen terme. ●

I.h.e.d.n... mémoire sélective ?

Ce vendredi 28 novembre, on commémore du côté de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (I.h.e.d.n.). Il s'agit de marquer le cinquantième anniversaire de la création du collège des Hautes Etudes de Défense Nationale, dont l'Institut est l'héritier direct.

L'I.h.e.d.n. rassemble chaque année des sessions comprenant, par tiers équivalents, des cadres de l'armée, du secteur public et du privé (élus, chefs d'entreprise, syndicalistes journalistes, responsables associatifs, etc...) ; il leur propose un enseignement de défense faisant appel aux meilleurs spécialistes et se fondant largement sur les méthodes actives ; contribuant à « démystifier » les problèmes de défense et à désenclaver l'armée, il est souvent pris comme référence à l'étranger : c'est le cas à l'Union de l'Europe occidentale, dont l'Assemblée, réunie du 1er au 4 décembre, va envisager la création d'un institut européen.

La commémoration de cette fin novembre est donc amplement justifiée. Mais les organisateurs semblent avoir quelques trous de mémoire : alors qu'ils ont abondamment rappelé le souvenir de l'amiral Castex, qui fut le premier directeur du collège – et c'est justice ! – ils ont oublié le nom du Premier ministre qui décida la création d'un organisme d'études de défense réunissant, pour la première fois, militaires et civils. D'ici à la fin des cérémonies, ils se souviendront peut être que c'était Léon Blum, chef du gouvernement du Front populaire.

DANIEL MITRANI

PARIS : LE FAIT DU PRINCE

NOUS publions ci-dessous des extraits de la lettre que Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris a adressée récemment à Jacques Chirac pour mettre en cause son comportement en tant que maire, et le mépris dans lequel il tient les élus parisiens, qu'ils soient d'ailleurs de la majorité ou de l'opposition.

Une remarquable illustration de ce comportement vient d'être apportée avec le projet baptisé « Aqua-boulevard » que le maire de Paris vient de sortir de son chapeau sans que nul n'en ait délibéré auparavant.

L'idée de construire au sud de la capitale, dans un terrain disponible du XVe arrondissement, un vaste centre de loisirs et d'attractions autour d'une série de bassins nautiques peut mériter la discussion. Mais, précisément, de discussion il n'y en a eu aucune. C'est au cours d'une conférence de presse précédant la séance du Conseil de Paris du 24 novembre que Jacques Chirac a donné une information sur une affaire qui était déjà toute « ficelée » et déjà confiée à une entreprise privée choisie en catamini – en l'occurrence le société « Forest Hill » – sans que les élus de Paris, ni même ceux de l'arrondissement concerné n'aient jamais été consultés comme la loi P.l.m. en fait obligation. Or, il ne s'agit de rien moins que d'aménager 3 hectares et demi du sol de Paris avec toutes les conséquences qui en découlent ne seraient-ce que les inextricables problèmes de circulation et de stationnement que provoquera, dans des quartiers déjà surchargés (Palais des Sports, Parc des Expositions de la porte de Versailles, etc.) l'installation d'un équipement prévu pour attirer deux millions de visiteurs par an.

Jacques Chirac cherche peut-être ainsi à compenser les déboires qu'il a connus avec le rejet de la candidature de Paris pour les jeux Olympiques de 1992. Il n'empêche que ce refus de toute concertation préalable, cette manière d'agir par le fait du prince traduisent un état d'esprit dont les Parisiens ne manqueront pas d'être les victimes.

C.E.

La lettre de Georges Sarre

Monsieur le Maire,

« Vous avez à plusieurs reprises annoncé la réalisation de projets d'urbanisme parisiens. D'autres sont peut-être en préparation. La presse, les professionnels, les hommes de culture prennent position, informent, analysent, critiquent, applaudissent comme il est légitime de le faire en démocratie.

« Or, les seuls à ne pas pouvoir étudier sérieusement les dossiers techniques, donner leur avis, amender, proposer, choisir, ce sont les conseillers de Paris élus par les Parisiens pour cela. Sur ce plan, la majorité et la minorité sont logées à la même enseigne, ce dont nous ne sourions pas, puisque c'est la politique du fait accompli qui prévaut.

« Si le sujet n'était aussi grave, je vous inviterais à fermer la salle des séances du Conseil de Paris. Cette assemblée vous paraît sans doute inutile puisque désormais vous vous passez d'elle.

« Pouvez-vous annoncer ces projets, et, en fait, en décider, sans l'avis et l'aval du Conseil de Paris ? Si les élus, quelle que soit leur nuance politique, ne se font pas respecter, laissent leur assemblée tomber en déshérence, c'est le civisme, c'est le débat démocratique, ce sont les institutions de la République qui sont abaissées.

« Jamais nous n'avons pu engager la moindre discussion sur les grands projets. Hier, dans l'opposition nationale, vous critiquiez les initiatives du Président de la République. Aujourd'hui, chef du Gouvernement, vous amputez l'Opéra de la Bastille, tandis que le Grand Louvre est retardé, le Centre international de la communication supprimé. »

Enumérant... toute une série d'autres projets dont les élus n'ont jamais eu à discuter Georges Sarre conclut :

« Les projets modèlent l'avenir de la capitale, ce sont des sujets qui intéressent au premier chef les représentants élus de la population.

« Les séances du Conseil de Paris ont, depuis quelques mois, vu qualitativement leur intérêt baisser et leur ordre du jour s'appauvrir.

« Au nom du groupe socialiste je vous demande instamment de réunir notre assemblée en séance extraordinaire, afin que le Conseil de Paris soit enfin saisi des grands projets d'urbanisme. »

PHILIPPINES

LA PASSE NOIRE DE LA DAME EN JAUNE

Toujours extrêmement populaire auprès du peuple philippin, Cory Aquino voit pourtant sa marge de manœuvres se réduire face à une armée qui est restée très anti-communiste et « marquée » par le règne corrupteur de Marcos.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LES pressions militaires se multiplient sur le gouvernement de Corazon Aquino. Les récents événements laissent penser que l'armée a consolidé ses positions au sein du pouvoir. Une armée divisée et confrontée à des luttes intestines qui viennent de se solder, très provisoirement, par la mise à l'écart du ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, et par la montée en puissance du nouvel homme fort des Philippines, le général Fidel Ramos, chef d'état-major et, aujourd'hui, leader des « militaires loyalistes ».

Première crise grave pour Mme Aquino obligée de faire face à la fronde des partisans de Ponce Enrile et au mécontentement des officiers qui voient d'un mauvais œil toute tentative de négociations avec les insurgés communistes. Selon les observateurs, Mme Aquino aurait cédé une partie de son pouvoir. Les concessions faites au général Ramos ont été la condition pour que celui-ci accepte de barrer la route à l'ambitieux général Ponce Enrile. D'une part elle a dû se débarrasser des ministres de « gauche », c'est-à-dire des libéraux qui l'avaient accompagnée dans sa conquête du pouvoir et, d'autre part, Corazon Aquino a été priée de mettre en œuvre une politique plus dure face à la guérilla communiste.

Fidel Ramos joue la carte du « professionnalisme », une armée neutre et apolitique seulement chargée de combattre le communisme. On retrouve, sur ce dernier point, un véritable consensus au sein de l'armée. Les opinions divergent quand il s'agit des moyens, politiques et militaires, à utiliser pour « vaincre la sédition ». Ponce Enrile, fort de l'appui des orphelins de Marcos et avec des sympathies nombreuses parmi les jeunes officiers, est favorable à l'éviction de la présidente. C'est l'aile la plus dure, qui ne compterait pas avec le soutien des Etats-Unis, ce qui explique peut-être que toutes les tentatives putchistes aient avorté. Ce secteur serait aussi à l'origine d'une stratégie de la tension, avec attentats à l'appui, destinée à déstabiliser les efforts accomplis par Cory pour rétablir la paix publique.


Gamma

La présidente Cory Aquino à l'Onu en septembre dernier.

Cessez-le-feu quand même

En sortant du gouvernement, Ponce Enrile gagne ses galons d'opposant acerbe. Homme cupide et peu scrupuleux il peut maintenant devenir le chef de file d'une opposition de droite qui ne s'embarrasse pas des principes démocratiques. Il reste que la manœuvre réussie par le général Ramos montre bien que ce dernier garde le contrôle de l'armée ou que, tout au moins, il peut faire jouer ses divisions en sa faveur.

Appelé pour remplacer Ponce Enrile à la tête du ministère de la Défense, Rafael Ileto n'est pas un inconnu pour les Philippins. Il avait eu maille à partir avec le dictateur Marcos quand en 1972 ce militaire de carrière s'était opposé à la déclaration de la loi martiale. Au sein de l'armée il passe aussi pour un homme de terrain, on n'oublie pas qu'il avait été l'organisateur des unités de Rangers qui avaient défait la rébellion communiste dans l'île de Luçon après l'indépendance.

Considéré comme très anticommuniste et pro-américain, Rafael Ileto a déclaré, après sa nomination, qu'il allait poursuivre les négociations avec les

Rolando Olalia avec le leader communiste José-Maria Sison.



A.f.p.

Sipa-presse



Fidel Ramos et Juan Ponce Enrile.



A.f.p.

Le cadavre de Olalia découvert le 13 novembre dernier.



A.f.p.

Guérilléros de la Nap.

forces de la Nouvelle armée du peuple (Nap). Mme Aquino, de son côté, a lancé un ultimatum aux insurgés. Elle a déclaré qu'un accord de cessez-le-feu devait être obtenu avant le 30 novembre, faute de quoi les négociateurs gouvernementaux arrêteraient les pourparlers. Message reçu cinq sur cinq semble-t-il puisque les guérilléros ont accepté un cessez-le-feu à la date prévue.

Si les communistes et la gauche se félicitent du départ de Ponce Enrile ils manifestent aussi leur inquiétude face à ce qu'ils appellent « la mauvaise volonté de l'armée et les hésitations du gouvernement ». Selon leurs dirigeants, l'aile pro-américaine sort renforcée de cette crise et « cela ne favorise pas le dialogue ». Les Etats-Unis ont fait savoir, dans une déclaration émise au moment où la situation de crise était loin d'être décantée, qu'ils apportaient leur appui « ferme et sans équivoque » à la présidente ; le Département d'Etat américain a exprimé son soutien à l'appel lancé par Mme Aquino pour conclure une trêve avec les communistes avant la fin du mois.

Le climat reste tendu après les assassinats de plusieurs personnalités politiques. Parmi elles un partisan de Mme Aquino, Ubert Umawa Tugung, chef de l'un des deux gouvernements régionaux musulmans de l'île de Mindanao, au sud de l'archipel. Grande commotion aussi après l'attentat qui a coûté la vie à une figure de la gauche syndicale, Rolando Olalia. L'affaire est grave puisque Olalia était un dirigeant syndical lié aux communistes mais aussi un sympathisant de Mme Aquino.

Plusieurs milliers des manifestants sont descendus dans la rue le jour des obsèques de Rolando Olalia dans la plus grande manifestation publique des communistes philippins. Les observateurs ont signalé à cette occasion que, malgré les sévères critiques au gouvernement et à l'armée, visibles sur les pancartes portées par les manifestants, ces derniers ont épargné la présidente qui reste très populaire. Mme Aquino avait promis alors la création d'une commission d'enquête pour élucider ce crime.

Cependant la confiance ne règne pas entre Cory et les forces de la guérilla. Ce qui affaiblit considérablement la position du gouvernement face aux ultras de l'armée. On fait état aussi à Manille des dissensions apparues depuis déjà quelques mois au sein de la guérilla. Des activistes intransigeants échapperaient au contrôle des dirigeants de la Nap et seraient prêts à passer à une phase active de leur opposition aux négociations. Quelques actes de violence de ces dernières semaines pourraient être mis à leur actif et certains croient savoir que l'assassinat d'un homme d'affaires proche du général Ponce Enrile, David Puzon, serait le fait de ces groupes décidés à boycotter les négociations de paix.

Le nouveau gouvernement sera connu en début de la semaine prochaine. On pourra alors mesurer l'emprise des militaires sur le régime de Cory Aquino. La place réservée aux civils, et surtout aux amis de la présidente, donnera une idée précise de l'état du rapport des forces. Parmi ses conseillers, certains avaient suggéré à la populaire Cory de faire directement appel au peuple en passant par-dessus la tête des généraux et d'avancer la date du référendum sur la nouvelle constitution, prévu pour le 2 février prochain afin de consolider son autorité et d'obtenir une légitimité populaire susceptible d'écarter le danger d'un coup d'état.

Mme Aquino semble pour le moment décidée à composer avec les différentes fractions qui lui disputent le pouvoir et à poursuivre les négociations avec l'opposition armée de gauche. Mais on n'écarte pas, à Manille, la possibilité d'un geste spectaculaire destiné à mobiliser en sa faveur le fort capital de sympathies populaires qu'elle détient.●



SCANDALE

Reagan dans la tourmente iranienne

Gulliver empêtré. Les révélations sur les ventes d'armes américaines à l'Iran continuent à embarrasser le gouvernement. La crise ouverte n'a pas de précédents depuis que Ronald Reagan occupe la Maison-Blanche. Avec un pouvoir exécutif ébranlé, les contradictions et les démentis successifs ne font qu'accroître le malaise. Une première victime politique, l'amiral Poindexter démis de ses fonctions de conseiller pour les affaires de sécurité, et une affaire qui risque d'avoir des conséquences très sérieuses pour la crédibilité américaine dans le monde entier.

Déjà le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie ont manifesté leurs plus vives inquiétudes face aux fournitures d'armes à l'Iran de Khomeyni. Le nombre de hauts fonctionnaires et de conseillers plus ou moins secrets du président Reagan éclaboussés par cette affaire ne cesse d'augmenter. La presse américaine vient de dévoiler certains aspects cachés comme par exemple les liens existants entre les Etats-Unis et Israël qui ont mené de concert les négociations avec l'Iran.

Mais le circuit ne s'arrête pas à Téhéran, une partie des bénéfices tirés de la vente d'armes était destinée à approvisionner les « contras » nicaraguayens dans leur combat contre Managua. Maître d'œuvre du versant centre-américain de l'affaire : le lieutenant-colonel Olivier North déjà impliqué par le Congrès américain lors des enquêtes sur les opérations clandestines de la C.i.a. contre le Nicaragua. Nancy Reagan est, elle aussi, rentrée dans la danse et a conseillé à son président de mari de lâcher au plus vite les hommes les plus compromis, en espérant que le sacrifice de quelques-uns permettrait de sauver l'essentiel. Peine perdue puisque Reagan n'a pas réussi malgré ses efforts à convaincre à la télévision ses concitoyens du bien-fondé de sa politique.

Mais il y a pire, l'une des victimes éventuelles des limogeages à venir, le secrétaire d'Etat George Shultz ne rate pas une occasion de manifester sa désapprobation et sa condamnation tout en expliquant qu'il n'est pour rien dans toute cette histoire de livraison d'armes aux terroristes iraniens et de détournement des lois au profit des « contras ». Les semaines passent et de plus en plus le prési-

AU VIe SÉMINAIRE DE L'ISER

Le retour du « religieux » en politique

Vague d'intégrisme, révolution religieuse, recrudescence des sectes, nouvelles visions mystiques du monde, alors que, crise, inégalité et violences se généralisent : partout le « religieux » n'est-il pas, comme jadis, en voie d'englober totalement la sphère du politique ? Tel était le thème du riche et stimulant séminaire, qu'avec le concours de multiples spécialistes et d'invités assidus, l'Iser (Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches) a utilement tenu en ce début de semaine.

Des fondamentalismes, islamique, libanais ou israélien, aux intégrismes catholiques européens, en passant par les sectes américaines, il y avait nécessairement à faire des choix dans cette multiplicité, et savoir finalement conclure sur les fondements actuels d'un politique menacé de dissolution. C'est ce qu'opérèrent Colette Audry, directrice de l'Iser et son adjointe, Renée Frégosi, qui voulurent cibler en priorité les idéologies les plus anti-égalitaires et les plus anti-humanistes.

Le défi nous a paru relevé dès la première journée dont les exposés de haut niveau et les débats étaient consacrés aux intégrismes les plus détonants, ceux du Moyen-Orient, au premier rang duquel l'iranien. Loin de tout esprit d'anathème simplificateur, le « rapporteur », Ahmad Salamatian, prit la précaution terminologique de situer le fanatisme khomeyniste actuel dans le cadre d'une réaction contre d'autres violences passées ; celles liées notamment à la domination occidentale, et en dernier lieu du Shah, qui avait fait table rase des structures traditionnelles de l'Iran millénaire. Alors que les courants religieux chiites étaient divers, l'habileté de Khomeyni a été d'avoir su les unifier et d'utiliser en fait les moyens modernes de conquête d'un Etat totalitaire.

Un moment bouleversant fut, à ce propos, l'évocation par Nicole Savy, d'un Iran devenu une prison pour les femmes, frappées de multiples interdits, lapidées sous prétexte d'adultère et aux enfants kidnappés pour être sacrifiés dans la guerre. Il ne s'agit nullement, dit-elle, de faire le procès de l'islam mais celui d'un pouvoir religieux profondément corrompu et perverti. Et qui soulève cependant la question de l'ancienne confusion, dans l'islam – mais comme dans le Moyen Age chrétien – du religieux et du politique.

Qu'il existe également un intégrisme juif – comme l'illustrent brutalement les affrontements de Jérusalem – l'intervention d'Henry Bulawko et les remarques critiques de Rodinson le feront ressortir. D'abord parce que, pour des raisons historiques, les partis religieux israéliens, pourtant très minoritaires, en sont venus à jouer un rôle charnière et disproportionné, bataillant non sans succès pour élargir les

dent et son entourage s'enfoncent dans une crise qui semble irréversible.

AUTRICHE

Un inquiétant rejeton d'Hitler

La campagne contre l'hégémonie des grands partis, conjuguée sans doute avec les effets de la crise, a marqué les législatives autrichiennes de dimanche dernier.

Tassement donc, mais limité, des partis populiste et socialiste qui perdent environ 4 % de leurs voix, mais demeurent largement prédominants. les socialistes ne se plaignent pas en tout cas d'avoir pu conserver leur majorité relative au Parlement.

Avec l'irruption des Verts (9 députés), c'est surtout le succès remarquable et plutôt inquiétant du petit parti libéral, lequel double son score (avec 10 % des voix) qui a constitué la véritable surprise de ces élections. Il est dû en effet, en bonne partie, au charisme très particulier de son nouveau leader, Jorg Haider, habile démagoque dont la « compréhension » vis-à-vis de tous les ex-Nazis autrichiens hauts placés l'ont fait surnommer « le petit-fils d'Hitler ». Il faudra compter désormais avec cet émule de Waldheim qui a d'ailleurs reçu illico des félicitations de Le Pen. C'est au chancelier socialiste Vranitzky qu'a été confié le soin des négociations entre socialistes et populistes en vue de la constitution probable, puisque souhaitée de part et d'autre, d'un gouvernement de grande coalition. Des tractations qui s'annoncent néanmoins laborieuses.

interdits. Et surtout parce que ce sont les groupements religieux ultras, comme ceux du Bloc de la foi ou du sinistre rabbin-député Kahana, qui animent la colonisation des territoires occupés. Dépassant le sionisme « classique » ils considèrent que les terres leur appartiennent de droit divin.

Dans sa dernière séance, le séminaire devait, face à l'offensive du religieux, amorcer une réflexion critique sur les fondements modernes du politique... Dans l'inspiration d'un renouveau laïque certes propre à l'Iser, mais en évitant toute position laïciste, tout dogmatisme anticlérical qui mettrait en cause des valeurs religieuses jugées légitimement sacrées par des forces chrétiennes qui continuent de contribuer aujourd'hui aux luttes de la gauche.

J.L.

L'ITALIE SUR LA SELLETTE

Le petit port de Talamone sur le littoral ligure est le théâtre d'une intense activité navale... Un trafic tellement intense que l'hypothèse de l'Italie servant de relais ou de prête-nom au trafic d'armes du gouvernement américain commence à prendre forme.

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant, à Rome)

LE « Wall Street Journal », qui titrait « Euro-lâches » à propos de la tiédeur avec laquelle les pays européens avaient accueilli les propositions de sanction contre la Syrie, vient de découvrir la réversibilité des formules racistes. Après les déclarations du responsable des syndicats des marins danois, un peu piteusement, Ronald Reagan est passé aux aveux. On en a appris de belles, sur la prétendue rigueur politique de la Maison-Blanche. Du côté du gouvernement italien on pouvait observer une satisfaction mitigée à voir le grand frère américain faire son mea culpa public. Il y avait bien une certaine jubilation contenue au ministère des Affaires étrangères, rapport aux insultes exprimées contre le gouvernement au moment de l'affaire de l'« Achille Lauro », par l'ambassadeur américain à Rome qui avait usé à l'occasion d'un langage bien peu diplomatique.

A gâcher le plaisir du ministre des Affaires étrangères il y a ces squelettes moyen-orientaux, qui débordent des placards de la « Farnesina ». Si la presse italienne a semblé tomber des nues après les révélations du premier citoyen américain, il serait difficile de dire que cela a été une véritable surprise pour MM. Andreotti et Spadolini. Le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense — également responsable du contre-espionnage militaire et civil — pouvaient difficilement ignorer, comme ils le prétendent, l'intense activité commerciale du petit port de Talamone au nord de Gênes ! Plus discret que son grand voisin, pourvu de structures douanières plus réduites, bien équipé, Talamone répond parfaitement aux exigences de ces chargements discrets, que l'on se chuchote dans les salons de province, mais dont on a l'assurance que rien ne transpirera sur la place publique. A-t-on jamais vu la presse de province être présente ailleurs qu'aux commémorations officielles avec défilé, médailles et banquet sirupeux ?



A.F.P.

Giovanni Spadolini, ministre de la Défense... et des Services secrets.

Car si nos confrères provinciaux de Cherbourg, de Santander ou de Zeebruge avaient eu quelque curiosité, il y a belle lurette qu'ils auraient fait un scoop. Mais l'histoire ne fait que commencer. Henrik Berlau, le vice-président des marins danois, affirme que la mer Rouge grouille de cargos en direction de Bander-Abbas et qu'il donnera de nouvelles informations à la presse et à son gouvernement quand lesdits bâtiments seront sortis des zones sensibles. Une vraie bombe à retardement qui risque de faire du rififi dans les chancelleries.

En attendant la prochaine tempête, le ministre de la Défense italien essaye de tirer la couverture : « Les compétences en matière d'armes sont tellement compliquées qu'il faut exclure les simplifications, déclare-t-il à la presse (...) Le ministre de la Défense participe à un comité pour le contrôle des licences d'exportation qui sont délivrées par décret du ministre du Commerce extérieur. Et ce comité est présidé par le ministre des Affaires étrangères. » Même refrain du côté des James Bond italiens : « Talamone est un port commercial sur les mouvements duquel la Défense n'a aucune compétence. » Bien discrets, ces jeunes gens, et surtout pas curieux du tout. Parce que si l'on en croit le camarade Henrik Berlau, qui parle d'une soixantaine de chargements d'armes en tous genres, de pièces détachées de matériels militaires qui vont des avions aux pièces de rechange de chars d'assaut, il est peu probable qu'un trafic de telle envergure n'ait pas attiré l'attention des services de renseignements. Un trafic tellement intense que l'hypothèse de l'Italie comme relais ou prête-nom au trafic d'armes du gouvernement américain, commence à prendre de plus en plus de consistance ici à Rome. Mais que les bonnes âmes se rassurent, le même Spadolini, drapé dans sa dignité de premier responsable du Parti républicain a décidé, au nom de son parti, de déposer une demande d'enquête parlementaire.

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

Il n'en demeure pas moins que le « made in Italy » occupe une place importante sur le marché international des armes. Cinquième exportateur du monde, l'Italie rééquilibre une partie du déficit de son commerce extérieur avec sa technologie militaire. Cette industrie qui emploie plus de 80 000 personnes s'octroie les deux tiers des exportations italiennes dont l'ensemble, selon les chiffres officiels qui s'arrêtent à 1983, s'élèvent à plus de 4 000 milliards de lires (environ 200 milliards de francs), mais curieusement la plupart des armes vendues par l'Italie sont fabriquées sous licence, ce qui est bien commode pour les pays détenteurs de brevets, qui veulent rendre discrètement quelques services à des pays sur les listes noires de l'embargo : qu'il s'agisse du Proche-Orient ou de l'Afrique du Sud.

Selon Maurizio Simoncelli, chercheur et co-responsable de l'archive sur le désarmenent à Rome, plus de 90 % des exportations d'armes italiennes concernent le tiers monde et la plus grande partie va vers le Moyen-Orient, Libye en tête avec un chiffre d'affaires d'environ 700 millions de lires, et dont l'octroi de licence d'importation s'est poursuivi régulièrement jusqu'en janvier de cette année. Ainsi, alors même que les amiraux italiens faisaient part de leur inquiétude au gouvernement pour le danger représenté par la marine libyenne, l'Italie livrait au colonel Kadhafi quatre corvettes armées de missiles sol-sol.

Passons sur la Syrie, qui a encore en souffrance une commande de trente-six hélicoptères construits en Italie sur licence américaine, que les autorités italiennes ont provisoirement bloqués, après l'attentat de l'aéroport de Rome en décembre dernier. Entre 1979 et 1983 l'Iran aurait pour sa part reçu officiellement pour 300 milliards de lires d'hélicoptères, de mines, de missiles et de pièces de rechange. Mais si les chiffres officiels s'arrêtent scrupuleusement à 1983, il y aurait cependant quelque naïveté à penser que les usines italiennes se sont reconverties dans la fabrication de bicyclettes.

Comme chacun sait ces gracieux objets sont terriblement fragiles et ont constamment besoin de pièces de rechange. On a donc alors recours aux bons vieux trucs de la fausse destination ou de la destination différée. Ainsi les paquebots qui font escale à Talamone sont censés livrer des armes en Amérique du Sud ou en Israël. Dès qu'ils atteignent le grand large ils font la route vers leur véritable destination, et il faut croire que les radaristes de l'armée italienne ne se posent pas trop de questions. Dans certains cas, les capitaines font effectivement route vers Israël, avant de repartir pour l'Iran comme le raconte un marin de la « Mary T.H. » dans un interview à « l'Espresso » : « Nous sommes partis d'Angleterre avec la cale vide. A Talamone nous avons chargé 80 tonnes d'armes. Nous avons levé l'ancre pour le Pirée où nous devions embarquer d'autres armes, et faire route sur Bander-Abbas. Mais entre-temps le cargo avait été repéré par les Irakiens, et le gouvernement danois interdit au navire de poursuivre sa route vers l'Iran. »

Complicité d'Israël

Plus compromettants encore les voyages effectués par la « Else », qui a effectué quatre missions — dont la dernière au début du mois de novembre — pour Bander-Abbas à partir de Talamone, chargée de containers américains en provenance de bases américaines situées dans la zone de Venise. Si cette affirmation de marins danois devait être confirmée, Rome et Washington devraient quelques explications à leurs partenaires et à leurs Parlements. Mais le plus curieux, c'est sans doute la complicité constante d'Israël dans ces transactions, qui d'ailleurs ne se contente pas de prêter gracieusement ses ports aux trafiquants internationaux. Ainsi, en juillet dernier, un certain Henry Kamaniechy, citoyen israélo-allemand, a été arrêté à Monaco de Bavière avec en poche un contrat de fournitures militaires pour une valeur de 700 millions de couronnes danoises (70 milliards de centimes) contresigné par Israël et l'ambassade d'Iran à Bonn..●

L'AUTO CRITIQUE MEDICALE

Il y a dans le concept d'évaluation des soins une notion d'équité couplée à une recherche d'économies. Dans une période où les budgets sont serrés, il semble souhaitable que « l'allocation de ressources s'inspire de l'évaluation » suggère M. Choussat, directeur de l'Assistance publique de Paris.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

DIMINUER des deux tiers le nombre d'examens nécessaires à un bilan avant une anesthésie, sans faire courir de risques aux malades, c'est possible. Les anesthésistes des quatre services de chirurgie de l'hôpital Rothschild après une étude sur 4 000 malades y sont parvenus. Suivre l'efficacité d'une politique préventive de la prématurité, c'est également possible... L'hôpital de Haguenau en Alsace l'a fait avec succès, constatant une liaison quasi directe entre le taux de prématurité et la fréquentation des consultations anténatales au cours du premier mois de grossesse. Optimiser la pratique quotidienne de tout un service hospitalier de 80 personnes, c'est possible, le service de chirurgie vasculaire du Pr Didier Mélière, à Henri-Mondor en a fait l'expérience.

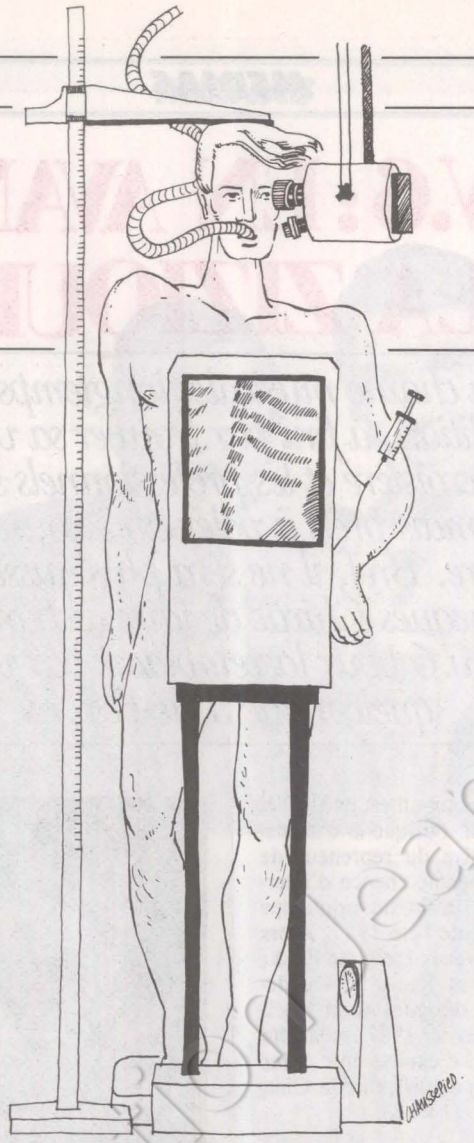
Ceci n'a rien de magique ni de miraculeux. Et porte même un nom : l'évaluation de la qualité des soins. Déjà en 1982, 51 audits avaient été réalisés dans seize hôpitaux parisiens.

Les premières techniques d'évaluation des soins ont vu le jour aux Etats-Unis aux alentours de 1965. Dès 1972, il s'agit, selon la loi qui instaure les P.s.r.o. (Professionnal Standard Review Organization) de s'assurer que les soins donnés aux malades pris en charge par les services fédéraux ou les Etats « étaient médicalement nécessaires ou de qualité », et correspondaient aux normes déterminées par l'ensemble de la communauté médicale et ce, à un coût raisonnable.

Procès en responsabilité médicale

Cependant on voit poindre dans cette définition des préoccupations gestionnaires qui altèrent un peu la définition « d'évaluation de la qualité des soins ». Parallèlement, le nombre croissant de procès en responsabilité médicale oblige praticiens et hôpitaux à se prémunir des risques. C'est la naissance d'une médecine « défensive » qui, pour s'appuyer sur des normes, n'est pas forcément une médecine de qualité.

Enfin, le mouvement consu-



mériste, très puissant aux Etats-Unis, pousse le public à être lui-même acteur de la qualité des soins, mais un acteur dont les exigences sont parfois fantasmatiques. Bref, ce n'est sans doute pas là, pays qui en est l'inventeur, que règne le climat le plus propice à une évaluation sereine de la qualité des soins. Si bien qu'au dernier colloque international d'évaluation de la qualité des soins (qui se tenait à Paris), un médecin de Chicago s'est laissé aller à envier les Européens qui abordent ce problème sous l'angle de « l'auto-évaluation » collective.

En effet, l'évaluation des soins n'est ni un contrôle gestionnaire, ni une assurance tous risques, pas davantage d'ailleurs une démarche visant à améliorer les connaissances scientifiques. C'est bien davantage la mesure d'un écart entre une pratique quotidienne et un optimum qu'on peut dégager en commun, compte tenu de l'état de la science. Et cette démarche est à la fois plus humble qu'une recherche scientifique, plus ambitieuse qu'un contrôle tatillon. Quoi de plus humble en effet que de rechercher si on ne peut pas mieux utiliser les dérivés sanguins, sans gâchis, sans pertes et, bien entendu sans préjudice pour les malades ?

Quoi de plus ambitieux que de faire plancher une équipe de quatre-vingts personnes autour de sa pratique médicale, infirmière, hospitalière pour éventuellement mettre à jour les causes de dysfonctionnement d'un service hospitalier, discerner d'éventuels écarts avec les objectifs que l'on s'est assignés, tenter de rectifier le tir, dégager des actions correctrices ? Assurément cela demande de chacun, une prise de conscience, une responsabilisation, une formation et, de la part du service tout entier, une cohésion et une collégialité que les structures hospitalières ne permettent pas toujours. Et pourtant, sans évaluation, le Pr Mélière en est convaincu, les décisions correctrices peuvent être hasardeuses, puisqu'elles n'auront pas requis la réflexion de tous sans évaluation, l'amélioration peut être aléatoire ou passagère, le budget mal utilisé. Par sa démarche même, l'évaluation contribue à une amélioration des soins donnée aux malades, à une meilleure formation de l'ensemble du personnel et à une diffusion des connaissances.

Comme l'écrivent Dominique Jolly, professeur de Santé publique à Broussais et directeur du Plan à l'Assistance publique et son équipe : « Evaluer les soins, c'est essayer de quantifier le qualitatif et en particulier les cinq composantes de la qualité des soins, l'efficacité technique, le confort, la sécurité, l'accessibilité des soins et enfin la bonne utilisation des ressources rares. »

Qui dit évaluation dit « comparaison des performances » de plusieurs équipes ou d'une année à l'autre, qui dit évaluation dit connaître les résultats de son activité et être capable d'y apporter des correctifs, qui dit évaluation dit aussi justification du recours à des ressources rares comme le sont certaines techniques médicales. Les impératifs médicaux, sociaux, économiques, humains, éthiques sont donc étroitement imbriqués.

En France, c'est peut-être l'Assistance publique de Paris qui la première s'est intéressée aux techniques d'évaluation de la qualité des soins il y a une dizaine d'années. Elles ont été reprises ensuite à Lyon, Marseille, Brest, Besançon, Dijon, Limoges, au moins dans certains services de C.h.u., non sans une certaine réticence du corps médical qui craint que ne se profile derrière un contrôle de son activité, une entrave à sa liberté de prescription, voire un rationnement déguisé.

Rationnellement ? Le Pr Dominique Jolly, s'inscrit en faux contre cette idée. Il en prend pour preuve l'activité du Comité d'évaluation des innovations technologiques (Cedit) et l'Assistance publique, qui oriente les choix de la direction générale : « L'évaluation des techniques a permis de prendre des décisions plus rapides, plus rationnelles, basées sur des études précises et non sur la recherche d'économies. »

L'évaluation de la qualité des soins cesse donc d'être un simple discours intellectuel pour rendre les services que l'on sait. On ne peut donc que regretter que Mme Barzach, ministre de la Santé, ait cru bon de faire passer à la trappe la Fondation pour l'évaluation de la qualité des soins, sous prétexte que sa création avait été décidée par un gouvernement de gauche. Pareille suspicion augure mal de ce que pourra être une évaluation des soins, méthode revue et corrigée par Mme Barzach, une évaluation laissée aux bons soins de ceux qui ne se bousculent pas pour tenter pareille expérience.

I.v.g. : de quoi se mêlent-ils ?

Certains députés ont décidément des idées fixes. Une cinquantaine d'entre eux, venus du F.n., du R.p.r. et de l'U.d.f., viennent de concocter une proposition de loi visant à supprimer le remboursement de l'I.v.g. L'exposé des motifs vaut qu'on en donne des morceaux choisis, ne serait-ce que pour apprécier la logique et l'hypocrisie de ces messieurs (1) : « La cessation volontaire de grossesse est un acte d'une extrême gravité qui ne peut pas ne pas donner lieu à un débat de conscience de la part de la personne qui a pris une telle décision...

« Mais il nous semble appartenir au législateur de s'opposer à ce que des arguments financiers interviennent qui soient de nature à modifier un jugement du seul ressort de la conscience individuelle ; et surtout de replacer la responsabilité de la nation à sa juste place, c'est-à-dire de s'interdire de porter atteinte, de quelque façon que ce soit, au choix de conscience du droit à la vie. »

On ne peut que souscrire à l'idée « que les arguments financiers » ne pèsent pas sur une décision, personnelle, en effet. C'est précisément pour cela que la gauche avait proposé que l'I.v.g. soit remboursée... Mais c'est vraiment faire peu de cas de la liberté individuelle et de la conscience de celles qui choisissent l'I.v.g. que de supposer que leur décision est subordonnée à une facilité financière « de quelque nature qu'elle soit ».

(1) On peut en effet conidérer que les deux seules femmes signataires de la proposition de loi sont noyées dans les rangs de leurs collègues en tête desquels on trouve l'ineffable Hector Roland.

T.V.6 : EN AVANT LA ZIZIQUE

La chaîne musicale, longtemps en perdition, a fini par trouver sa vitesse de croisière et les professionnels sont désormais prêts à voler au secours de la victoire. Bref, il ne sera plus aussi facile à Jacques Chirac de faire disparaître T.v.6 pour la remplacer par une quelconque Télé-R.p.r.

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

DEPUIS l'autre semaine c'est-à-dire depuis l'installation officielle de la Commission nationale de la communication et des libertés, le tout-audiovisuel s'agite comme une fourmilière dérangée par un coup de pied mal intentionné. Il bruit de questions... qui trahissent plus l'inquiétude que l'insolence : certaines ne sont plus si sûrs d'avoir bien fait de retourner leurs vestes !

Il y a dans l'air, bien sûr, des interrogations précises et évidentes : quand la C.n.c.l. va-t-elle nommer les P.d.g. d'Antenne 2, F.r.3. et Radio-France ? Quand la vente de R.m.c.-T.m.c. va-t-elle intervenir ? Quand la Cinq et T.v.6. seront-elles « réattribuées » ? Quand le processus de privatisation de T.f.1 va-t-il réellement commencer ? Mais ces « quand » suintent la crainte de ceux qui n'osent pas demander ouvertement : qui et comment ?

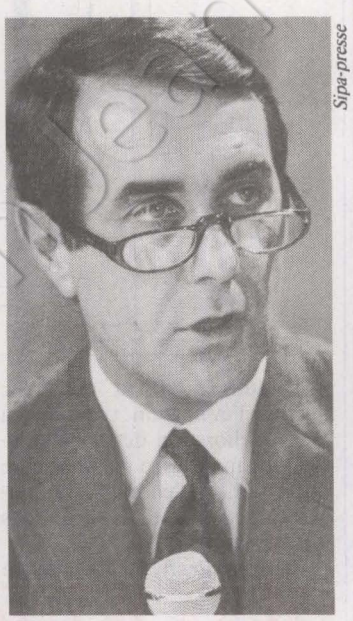
Or la vraie question c'est : qui va se retrouver à la tête de Radio-France, F.r.3., Antenne 2, R.m.c.-T.m.c., la Cinq, T.v.6. et T.f.1. ? En d'autres termes : Jacques Chirac va-t-il tenter « la passe de sept », va-t-il carrément tenter d'imposer sept hommes à lui... en les faisant, évidemment, désigner et estampiller par la majorité de droite de la C.n.c.l. ? Ou bien va-t-il susciter une petite moitié de désignations alibis à caractère professionnel ? Et la question subsidiaire, dans les deux cas de figure, c'est : comment la C.n.c.l. va-t-elle procéder ? Comment va-t-elle pouvoir concilier les apparences d'indépendance que lui impose la loi avec l'obéissance que la droite attend d'elle ? Comment va-t-elle faire pour ne pas perdre, à peine née, toute sa crédibilité ?

Si l'on considère ces points d'interrogation, tout et n'importe quoi devient possible. D'où le petit jeu qui fait fureur actuellement : chacun y va de son pronostic, chacun a son favori pour la reprise de T.f.1. Au hit-parade de la rumeur Hersant et Bouygues sont largement en tête, Hachette n'arrive qu'en troisième position. Un seul problème : le jeu en question n'est pas seulement hasardeux ; il est particulièrement hâtif. Puisque la désignation définitive du repreneur de T.f.1. n'a aucune chance d'intervenir avant la fin du printemps ou le début de l'été 1987. Alors que les nouveaux P.d.g. de F.r.3., Antenne 2 et Radio-France devraient être désignés avant Noël. Alors que février 1987 est la date officielle d'expiration des concessions actuelles de la Cinq et de T.v.6.

Décollage pas prévu

Etonnement : les chaînes de télévision que la droite a dans son collimateur connaissent toutes une hausse d'audience ! T.f.1. devance désormais largement Antenne 2 : 40,8 % contre 36,7 %. La Cinq, qui en était à 1,9 % d'audience cumulée en mars dernier, atteint maintenant 5,8 % (alors que 4 Français sur 10 ne peuvent toujours pas la capter). Quant à T.v.6, depuis le 25 octobre, elle est regardée par 4,5 % des foyers français qui peuvent la recevoir : audience doublée par rapport au 15 octobre !

La droite n'avait pas prévu le décollage de T.v.6 : pour elle, la réattribution de la sixième chaîne est en train de devenir un problème épineux. Personne n'aurait pleuré sur le sort d'une chaîne en perdition. Tout le monde a soudain les yeux de Chimène pour une chaîne qui démarre enfin et qui semble promise à un bel avenir. Ce qui contrarie plutôt le jeu de Jacques Chirac ; il avait tout bonnement l'intention de faire disparaître la chaîne musicale et de la remplacer en province par des chaînes privées locales (ce réseau aurait peut-être permis de « caser » Hersant) et à Paris par « Télé-Chirac ». Les milieux musicaux ne l'entendent pas de cette oreille ; les chiffres volent à leur secours. Une belle bagarre s'amorce. Et, une fois de plus, François Léotard est hors jeu dès le début de la partie...



Sipa-presse

Pierre Barret.

Le récent succès de T.v.6. n'a rien de mystérieux : la chaîne a enfin une grille de programmes digne de ce nom. Ce nouveau visage, ce renforcement dû à Patrice Blan-Francard et à Gérard Jourd'hui (l'homme de « La dernière séance » et de « Disney-Channel »), a suffi à attirer et à fidéliser un nombre conséquent de téléspectateurs. Constat et conclusion : quand T.v.6. se met en quatre, elle est reçue cinq sur cinq. Démonstration : après l'américaine M.t.v. et la britannique Music Box, la française T.v.6. est en train de prouver qu'il existe un public spécifique pour les chaînes de télévision musicales. Bref, T.v.6. est en train de refaire avec la musique le coup que Canal Plus a réussi avec le cinéma et le sport : les chaînes de télévision spécialisées, ça marche ! Même en France.

Ce succès ravit les professionnels de la musique et de la chanson qui sont prêts à partir en croisade pour T.v.6. La chaîne représente pour eux un challenge culturel et un atout économique : une industrie française du clip, par exemple, ne pourra se développer (donc créer des emplois et défendre la chanson et la création française) que s'il existe un outil de diffusion, c'est-à-dire une chaîne musicale. Cette conviction est unanime dans les milieux musicaux : T.v.6. ne doit pas disparaître.

Cette détermination n'est pas nouvelle, elle n'est pas née avec le « décollage » de fin octobre. La preuve : au début d'octobre, alors même que le sort de T.v.6. semblait réglé, alors que « le Monde » titrait sur l'« échec commercial » (donc la condamnation à mort) de la sixième chaîne, le P.d.g. de Pathé-Marconi – E.M.I. déposait un recours devant le Conseil d'Etat contre le décret d'annulation de la concession de T.v.6. Ces gens-là se battaient pour une chaîne perdante, ils ne vont pas lâcher une chaîne gagnante !

Cette pugnacité n'arrange pas les affaires de Jacques Chirac. Quand Jean-Loup Tournier, patron de la S.a.c.e.m., lui avait écrit pour lui demander « que le principe d'une chaîne musicale soit préservé dans le nouveau paysage audiovisuel », Chirac l'avait carrément envoyé paître avec cet argument massue : « (...) Il n'existe pas un assez grand nombre de fréquences pour faire des télévisions régionales sans utiliser le réseau actuellement affecté à T.v.6. ». Chirac s'était de fait démasqué : il avait l'intention de s'approprier le réseau créé par T.v.6. pour faire « Télé-Chirac » en région parisienne et « Télé-vive-la-droite » un peu partout en France. En dévoilant ainsi ses batteries, Chi-

PAR FABIAN GASTELLIER







Les vieilles séries d'antan font un tabac : « les Envahisseurs », « le Temps des copains » et « les Chevaliers du ciel ».

rac pensait agir sans risque : Tournier ne défendait qu'une cause perdue qui n'intéressait personne... C'était début octobre.

Aujourd'hui, Jacques Chirac doit regretter sa franchise d'hier. Jean-Loup Tournier préside maintenant le B.l.i.m. (le Bureau de liaison interprofessionnel) ; il a tous les professionnels de la musique et de la chanson derrière lui ; il s'appuie sur un dossier qui commence à être solide : « Non seulement une chaîne musicale est une nécessité culturelle mais en plus elle peut deve-

(suite en page 22)

Ils voient des socialistes partout

Danièle Evenou, la comédienne, la « Pervenche » d'un feuilleton de télévision devenu célèbre, présente chaque soir une émission sur R.m.c. : « Libertinages ». Elle vient d'être prévenue qu'elle aura à prendre la porte à la fin de l'année. Elle travaille à R.m.c. depuis cinq ans. Fait-elle une mauvaise audience ? A-t-elle commis une faute professionnelle ? Vous n'y êtes pas ! Elle a fait bien pis que cela : elle a eu l'audace de se montrer en public avec un ancien ministre socialiste, Georges Fillioud ! C'est sa vie, c'est son droit, ça ne regarde qu'elle. Pierrick Borvo, ci-devant conseiller de François Léotard au ministère de la Culture et de la Communication et depuis quelques semaines patron de R.m.c., en a jugé autrement : Danièle Evenou n'a rien à faire sur l'antenne de R.m.c. puisqu'elle ose fréquenter des socialistes ! Ainsi raisonnent Borvo et Léotard.

Jean-Jacques Mauriat, journaliste, a été démis de ses fonctions de directeur de l'A.i.t.v. (Agence internationale d'images de télévision) la semaine dernière. Mauriat est un vrai « pro » qui est passé par l'A.f.p., Europe 1 et France-Inter. En 1985, il est entré à R.f.o., où il a été nommé directeur délégué à l'information et à l'action internationale. Il a inventé de toutes pièces A.i.t.v. ; il en a fait en deux ans la quatrième agence de télévision du monde, qui diffuse aujourd'hui ses images auprès de 200 chaînes de télévision dans 71 pays. Son travail a été reconnu : le Parlement vient de voter 21 millions de francs de crédits pour A.i.t.v. en 1987. Sa réussite a été saluée il y a quelques jours au cours du symposium sur la « politique audiovisuelle extérieure » organisé par le Quai d'Orsay. Alors ? Pourquoi ce licenciement ? Quel crime a donc commis Mauriat ? Le pire des crimes, évidemment : il a fait un rapide passage au cabinet du président de l'Assemblée nationale quand ledit président était le socialiste Louis Mermaz. Chef du service de presse de l'Assemblée, il a aussi, à cette occasion, travaillé pour les vice-présidents : certains Philippe Séguin et Bernard Stasi. Détails ! Billevesées ! Mauriat est coupable : il a osé travailler avec un socialiste ! Ainsi raisonnent Jacques Chirac et son conseiller audiovisuel José Frèches qui s'est personnellement occupé d'avoir la peau de Mauriat.

C'est bête et terrifiant : la comédienne Danièle Evenou et le journaliste Jean-Jacques Mauriat sont empêchés de faire leur métier pour délit supposé d'opinion (« délit » qui ne figure d'ailleurs pas dans le code pénal !). Professionnellement parlant, on a que des compliments à leur faire ; mais ces gens-là ont de trop mauvaises fréquentations ! Ont-ils travaillé pour un parti de gauche ? Même pas ; l'un a travaillé pour une institution de la République : l'Assemblée nationale ; l'autre pour une radio où l'Etat est encore l'actionnaire principal : R.m.c. Oui, mais ils ont côtoyé ou côtoient des socialistes ; c'est donc qu'ils pensent mal ! Ainsi sont instruits tous les procès en sorcellerie...

Chirac, Léotard et leurs copains voient des socialistes partout ! Frank Borotra, le nouveau secrétaire général-adjoint du R.p.r., a récemment dénoncé les « journalistes socialistes partisans » qui, selon lui, se livreraient à un « sabotage permanent » de la télévision. Et le M.i.l. (Mouvement initiative et liberté) a appelé à « libérer du socialisme la télévision, Radio-France Internationale et un certain nombre de stations ». Le M.i.l. est la dernière officine créée par Pierre Debizet, ex-patron du S.a.c. ; au nombre de ses membres on trouve Valéry Giscard d'Estaing, Alice Saunier-Séïté et... Michel Droit, membre de la C.n.c.l. !

J.-P. L.

**ECONOMISEZ DE 20 % A 55 %
SUR L'ACHAT DE L'ENCRE
DE VOTRE PHOTOCOPIEUR**

Canon, Minolta...

*Contactez Professionnel Service
Tél. : 16 (1) 46.27.61.97*

Le Lac Majeur - Michel BRUCE
Foire en Ariège - Mady de la GIRAUDIERE
A l'orée du bois - MICHEL-HENRY
La petite fille modèle - CHAPELAIN-MIDY
Arlequin - Michel CIRY
Neige en Sologne - Jean-Claude FARJAS
Florence - Albert DECARIS
Saint Guilhem du désert - Jean-Pierre CAPRON
Gardians et Arlésiennes - Yves BRAYER
L'escalier - Jean-Pierre ALAUX

10 Cartes de Vœux

AU PROFIT DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER

Réalisées d'après les œuvres originales de ALAUX, BRAYER, BRUCE, CAPRON, CHAPELAIN-MIDY, CIRY, DECARIS, FARJAS, MICHEL-HENRY, LA GIRAUDIERE

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir ..... pochette(s) de 10 cartes de vœux et enveloppes au prix de 40 F la pochette + frais d'envoi : 6,50 F pour 1 pochette / 9,50 F pour 2 à 3 / 13,50 F pour 4 à 7 et 19,60 F pour 8 et plus.

Je désire également :

☐ * être membre adhérent ..... 30 Frs
☐ * être membre actif ..... 100 Frs
☐ * être membre donateur ..... 200 Frs
☐ * être membre bienfaiteur .... 500 Frs et plus
☐ m'abonner à VIVRE (1 an - 4 numéros) ..... 20 Frs
☐ une documentation

Ci-joint mon règlement : _____ Frs

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Format des cartes : 14 cm × 11,5 cm

Nous sommes particulièrement reconnaissant à ces artistes, de grande renommée, d'avoir abandonné leurs droits de reproduction à la Ligue Nationale Française Contre le Cancer.

* DEDUCTION FISCALE : Les dons au profit de la Ligue sont déductibles du revenu imposable des personnes physiques et du chiffre d'affaires des entreprises dans les limites fixées par la législation en vigueur.

Adressez sous enveloppe timbrée ce Bon de Commande accompagné de votre règlement à votre Comité Départemental.

ou à la **LIGUE NATIONALE FRANÇAISE CONTRE LE CANCER**
1, Avenue Stephen-Pichon 75013 PARIS

***IIIe Fête du Livre à PALAISEAU
les 29 et 30 novembre
de 10 h à 20 h
Salle Guy Vinet***

50 000 ouvrages, 150 auteurs présents, débats (dont un le samedi à 16 h sur la toxicomanie) ; fête close le dimanche par la remise des prix du concours de nouvelles.

Autoroute du Sud, prendre direction Chartres, sortie Palaiseau.

(suite de la page 21)

nir une entreprise rentable. Regardez l'audience et les nouvelles rentrées publicitaires de T.v.6... » (1) Du coup, Chirac a préféré passer la main : à ses gros sabots politiques ont succédé les escarpins professionnels de Pierre Barret.

Pierre Barret est effectivement un professionnel de l'audiovisuel, un professionnel compétent : il a été un patron efficace d'Europe 1... avant d'être débarqué par Jean-Luc Lagardère. Il se réfère volontiers à Marcel Bleustein-Blanchet ; logiquement, il était au nombre des « Mille Amis » qui, le 6 novembre dernier, ont fêté les 60 ans de Publicis et les 80 ans de « Marcel ». Mais la décence aurait peut-être voulu qu'il soit absent de ce déjeuner : Publicis n'est-il pas l'actionnaire principal de T.v.6. et Pierre Barret, devenu patron de Métropole T.v., n'ambitionne-t-il pas de prendre la place de T.v.6. ?

Le pilote du sous-marin

Métropole T.v., officiellement, a été créé à l'initiative de La Lyonnaise des Eaux qui a constitué le capital de la société avec l'aide du groupe de presse Amaury (« le Parisien libéré ») et de la banque Worms. La Lyonnaise des Eaux est par ailleurs l'opérateur désigné du réseau câblé parisien connu sous le nom de Paris-Câble et présidé par un certain Bernard Pons. On l'a compris : en réalité, la Lyonnaise des Eaux n'est qu'un paravent ; Métropole T.v. est un sous-marin de Jacques Chirac ; et Pierre Barret a accepté d'être le pilote de ce bâtiment affrété par le maire de Paris.

L'apparence « professionnelle » ne doit pas tromper : quand Barret parle, c'est Chirac qu'il faut entendre. Que dit Barret ? Que Metropole T.v. est candidate à la reprise du canal 33 en région parisienne (le canal qui diffuse T.v.6.). Que Métropole T.v. pourrait émettre sur tout le réseau national de T.v.6. en attendant que les fréquences locales trouvent des repreneurs régionaux. Que Métropole T.v. pourrait aussi être une chaîne musicale... Par Barret interposé, Chirac essaierait de séduire les milieux musicaux, de réduire leur opposition à la disparition de T.v.6. Mais peut-il sérieusement croire qu'ils sont dupes d'une manœuvre aussi grossière ?

A moins que l'opération ne soit pas destinée aux professionnels de la musique mais plutôt à la C.n.c.l. Métropole T.v. serait une perche que la C.n.c.l. pourrait saisir : au lieu d'avoir à choisir entre télévision musicale et télévision régionale, elle désignerait un repreneur qui, pour un temps du moins, entend faire ces deux types de télévision à la fois. La C.n.c.l. jouerait à réconcilier les contraires. Astucieux, non ? Mais pas très convaincant : en désignant Métropole T.v. comme repreneur de T.v.6., la C.n.c.l. ne ferait en fait que donner à Chirac le cadeau qu'il attend. Et elle fournirait la preuve incontestable que la majorité de ses membes est aux ordres de la droite.

La réattribution de T.v.6. va constituer un test probant pour la C.n.c.l. On va voir quelle musique elle est capable de jouer : la musique de l'intérêt national ou la musique des intérêts de la droite ? On va voir si elle est à même d'être autre chose que la voix de son maître. On va voir s'il lui est vraiment possible d'être « indépendante » comme le prétend en toutes occasions son président, Gabriel de Broglie.

Chirac connaît la musique : il en abuse volontiers ; la sixième chaîne n'est pour lui qu'une occasion de plus de faire donner les violons. Les professionnels, eux, défendent leur musique, c'est-à-dire le patrimoine du pays. La C.n.c.l. va-t-elle savoir choisir la bonne partition ? L'autre jour, au cours de « Sept sur Sept », Guy Bedos parlait en ces termes des treize de la C.n.c.l. : « On ne peut pas les attaquer sur ce qu'ils n'ont pas fait. Mais ils ont une bonne occasion de prouver leur indépendance : ne pas donner T.f.1. à Hersant ». On peut ajouter : commencer en ne donnant pas T.v.6. à Chirac... ●

(1) En trois mois, T.v.6. va engranger presque deux fois plus de recettes publicitaires que tout ce qu'elle a encaissé depuis le début de son existence.

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 28

A.2 Ciné-club : « La Forêt interdite », de Nicholas Ray - 22 h 50.

Le commerce des plumes de rares volatiles enrichit le méchant Burl Ives. Quand les oiseaux se cachent pour ne pas mourir...

F.r.3 « Taxi », magazine proposé par Philippe Alfonsi - 21 h 30.

La suite du reportage de Françoise Prèbois sur l'Argentine.

SAMEDI 29

T.f.1 « Le Parfait Amour », téléfilm de Jean-Pierre Marchand -20 h 35.

Déprogrammé, reprogrammé. Un châtelain étrange, une petite bonne risque-tout, une femme du monde mystérieuse : un trio de la passion. Avec Pierre Arditi et Danièle Lebrun.

F.r.3 « Série rose : Une maison à la campagne », téléfilm de Maurice Fasquel d'après Tchékhov -23 h 30.

Une veuve trop appétissante et trop somnambule trouble le repos d'un solitaire. Un jolie conte plein d'humour.

DIMANCHE 30

T.f.1 « Une affaires d'hommes », de Nicolas Ribowski - 20 h 35.

La passion du vélo conduit le commissaire et le grand bourgeois au coup de foudre amical. Brasseur et Trintignant mettent le grand braquet.

A.2 « Les enquêtes du commissaire Maigret : Piotr le Letton », téléfilm de Jean-Louis Muller -20 h 35.

Maigret au plein cœur de la pègre internationale qui a envahi le territoire français. Le téléfilm préféré de Jean-Marie Le Pen.

« Musiques au cœur », émission proposée par Eve Ruggieri : « La Malibran ou l'âme musicienne » -22 h 55.

La petite diva espagnole morte à 28 ans sera, entre autres, évoquée par une étoile montante : Lucia Aliberti qui vient de triompher à la Scala.

F.r.3 « Les Géants de la musique, cycle Bach », émission proposée par F.r.3 et Erato. En simultané sur France Musique -20 h 35.

L'Oratorio de Noël BWV 248 et les Cantates 1 et 2 par le Concentus Musikus Wien sous la direction scrupuleuse de Nikolaus Harnoncourt.

Cinéma de minuit : « Le Prince étudiant », de Ernst Lubitsch - 22 h 30.

Ramon Novarro à Heidelberg. Muet et gominé.



Ramon Novarro le calamistré dans « le Prince étudiant » de Lubitsch, le 30 novembre sur F.r.3.



Sipa-presse

Michel Rocard, « l'Heure de Vérité », mercredi 3 décembre sur A.2.

T.V.6 « Cat people », de Jacques Tourneur -20 h 30.

La féline hurle en V.O. Ah ! être griffé par Simone Simon...

LUNDI 1er DECEMBRE

T.f.1 « Les Visiteurs du soir », de Marcel Carné -20 h 35.

Pour les collants et les poulaines de Jules Berry, plus sexy que tous nos machos cuir.

A.2 « Les 5 dernières minutes : Napoléon est mort à Saint-Mandé », téléfilm de Claude Loursais - 20 h 35.

On a assassiné le directeur du cours privé. Avec Bourrel/Souplex.

F.r.3 « Un homme qui me plaît », de Claude Lelouch - 20 h 35.

Bébel viendra-t-il à l'aéroport ? De l'état volage des mecs. Avec aussi Girardot, idéale en maîtresse Courage.

MARDI 2

T.f.1 « Le Rire de Caïn », série de Marcel Moussy. Troisième épisode -20 h 35.

A.2. « Les Dossiers de l'écran » : « Qu'elle était verte ma vallée », de John Ford - 20 h 35.

De l'abondance à la désolation, la saga d'une famille galloise minée par un coup de grisou (j'en ai plein des comme ça mais je m'arrêterai là pour cette semaine). Le débat tournera autour des catastrophes pas si naturelles.

F.r.3 « La Dernière Séance : Le Sermet du chevalier noir, de Tay Garnett et Colère noire, de Franck Tuttle » -20 h 35.

Des errances des Chevaliers de la Table Ronde aux nuits chaudes de Chicago, deux fois Alan Ladd au programme.

MERCREDI 3

A.2 « L'Heure de Vérité : Michel Rocard » -20 h 35.

JEUDI 4

T.f.1 « Infovision » - 22 h.

L'Opus Dei à l'assaut du Vatican. Vaste sujet qui passionnera sûrement l'ami Carlos Ferrari-Lopez (salut l'ami !).

A.2. « Les Malheurs d'Alfred », de Pierre Richard -20 h 35.

Le grand blond livré à lui-même : rude.

« Le Magazine » – 22 h 10.

Une enquête sur Action Directe.

F.r.3 « Les Modernes », série de Daniel Costelle d'après le livre de Jean-Paul Aron. Première partie : « le Vent d'hiver » -22 h 30.

Méchant comme une teigne mais malin comme un singe, Jean-Paul Aron, qui n'ignore rien des règles de la mondanité, stigmatise celles de la modernité. Pourfendeur des généraux de la « dictature du discours dominant », il brocarde nos petits maîtres avec une délectation un rien sadique. Tout le (beau) monde y passe, alors en avant les voyeurs pour ce massacre plein d'humour !

Attention les yeux

Il tombe des cordes, comme il ne peut en tomber qu'au cinéma. Sous cette pluie battante ô combien esthétique, miroite une enseigne lumineuse tout aussi esthètique. Un premier plan, et déjà une certitude : « Désordre » va nous faire dans le style, et rien que dans le style. En fait, l'histoire – la lente décomposition d'un groupe de copains rockers, perturbés par un meurtre commis par l'un d'entre eux – sert de prétexte à toujours plus de plastique. Du genre : Attention les yeux ! par ici les belles images, et les cadrages inventifs et les travellings audacieux et la photographie de rêve... C'est fatigant. Et affligeant. Si c'est ça le cinéma de l'avenir, l'avenir est désespérément triste. Il manque d'humanité.

M.D.

« Désordre », d'Olivier Assayas. Avec Wadeck Stanczack, Ann-Gisel Glass, Lucas Belvaux, Corinne Dacla.

Raté mais séduisant

Ça démarre en flèche : sur une musique à fendre l'âme de John Lurie, la caméra glisse sur une nuit moite dans une ville sinistre de Louisiane. Hommage au film noir : trois malfrats ringards qui ne se connaissent pas se font coffrer entre les usines désaffectées, les maisons en construction, les poubelles et les papiers gras. Ils se retrouvent dans la même taule. Et là, paf, la magie se casse et le film avec. Nos gangsters à la manque (deux Américains et un Italien désopilant) se feront la malle, détaleront à travers champs et marais, finiront, séparés, nulle part. Ce qui aurait pu être un formidable film d'atmosphère se termine en queue de poisson ; une gentille comédie, une bulle de savon, presque rien. Mais Roberto Benigni nous fait marrer et John Lurie a une de ces gueules pas possibles, en lame de couteau, à la fois moche et infiniment séduisante, qui nous chavire. Alors...

F.G.

** « Down by law », de Jim Jarmusch. Avec Tom Waits, John Lurie et Roberto Benigni.*



Montand et Auteuil dans « Manon des Sources ».

Youssef Chahine : la générosité existe... il en déborde

La générosité est devenue si rare... Et voilà un film qui balaye les égoïsmes. Youssef Chahine, avec exigence, poursuit son chemin : « le Sixième Jour », mieux encore qu'« Alexandrie, Pourquoi » ou « Adieu Bonaparte », nous plonge au cœur d'une histoire universelle, notre histoire intime et nos désarrois. Parce qu'il parle d'amour. Au bout du compte, il n'y a que les rapports vrais, l'amour, ce qu'on donne », reconnait Chahine. En quoi il se révèle comme un créateur à contre-courant. A contre-courant aussi, le thème du « Sixième Jour », qui raconte avec tendresse mais sans complaisance la vie d'une femme renfermée et malheureuse. A 46 ans, forcée dans ses retranchements par un jeune homme, elle découvre qu'elle peut encore donner, encore aimer, encore vivre. « Le sujet majeur du film, c'est la libération de la femme. » Youssef Chahine s'inquiète du climat de peur engendré par l'intégrisme qui



Dalida dans « le Sixième Jour ».

Blanches colombes et vilains messieurs

La prof d'histoire est-elle une adepte des partouzes ? Sa trop angélique élève est-elle un noir corbeau vengeur ? Pierre Granier-Deferre rôde autour du film politique sans jamais s'y poser réellement, préférant sonder les cœurs et les âmes, traquer les comportements que poser les jalons d'un classique polar. Et dans ces jeux troubles, il excelle. Dévoilant à peine les ombres cachées au fond des êtres, ne révélant rien mais suggérant plutôt. Il aurait pu, peut-être, forcer l'esquisse ; nous offrir une fin moins convenue, se montrer plus pervers, encore. Mais alors « Cours privé » aurait été signé Michel Deville... Reste que Michel Aumont, une fois de plus, domine une distribution homogène d'où émerge une Elisabeth Bourgine étonnante, qui épouse avec sensibilité les contours flous de son personnage de schizophrène frigide.

F.G.

** « Cours privé », de Pierre Granier-Deferre. Avec Elisabeth Bourgine, Michel Aumont, Xavier Delux, Lucienne Hamon...*

Au ras du gazon...

Florence, au début du siècle. Tendres baisers volés entre deux envols de pigeons, émois amoureux et juvéniles... Mais les tourtereaux sont anglais et, my God, la pruderie victorienne est loin d'avoir dit son dernier mot. Images léchées, lumières dorées, caméra tranquille : James Ivory filme ce roman de jeunesse de Forster un peu trop au ras du gazon. Lui qui, naguère, stigmatisait avec un cynisme empreint d'humour les mœurs de nos sociétés dites « civilisées » est en train de glisser genti-

Archive Jean Jaurès



Youssef Chahine.

pousse les femmes « à retourner sous le voile ». « Il faut montrer les souffrances qu'une femme s'inflige à elle-même et celles qu'elle cause aux autres lorsqu'elle cherche à se conformer à un climat contraignant. »

Youssef Chahine parle de toutes les colonisations. Dans ce Caire de 1947, il sera évidemment question de la présence anglaise et de l'épidémie de choléra. « L'occupation, c'est le vrai choléra, la guerre et l'immoralité de la misère. » Mais rien de cela n'est montré avec didactisme : Chahine, au contraire, a choisi l'humour et la sincérité. « Tant mieux si je peux parler de façon drôle des relations tellement difficiles entre les pays, de l'immoralité des relations internationales ». Par exemple, lorsque son héros se teint en blond pour séduire une princesse et se fait casser la figure par des étudiants nationalistes... Humour un peu grinçant, un peu amer, « contre les pseudo-politiques qui annoncent toujours la libération pour demain ».

Car Youssef Chahine a de plus en plus de mal à faire des films. « Je n'ai plus Jack Lang, ici, pour monter des co-productions », et le cinéma égyptien va mal, dans ce pays où la situation économique et les conditions techniques de tournage sont catastrophiques. « Il y a de bons metteurs en scène mais ils n'ont aucuns moyens. Les seuls films qui se tournent sont financés par l'argent du Golfe et ils sont très mauvais ».

Ainsi Chahine s'inquiète pour Mohsen Mohieddine, son acteur privilégié – ils ont fait quatre films ensemble – dont le talent est peu reconnu ici et qui ne sait comment poursuivre une carrière de qualité en Egypte. Rien que pour lui, jeune fou qui rêve de devenir Gene Kelly et qui, par amour pour Saddika (superbe et émouvante Dalida) trouve en lui force et courage, il faut voir « le Sixième Jour », un conte envoûtant.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

ment vers l'académisme. Il ne dénonce plus, il prend la pose. Alors, oui, c'est joli ; ravissant même. Mais d'un pesant ennui. Et seule Maggie Smith, impayable duègne corsetée jusqu'à l'âme, parvient à nous dérider sur 2 heures d'aquarelle.

F.G.

** « Chambre avec vue », de James Ivory d'après le roman de E.M. Forster. Avec Maggie Smith, Helena Bonham-Carter, Julian Sands...*

Etat de grâce

Depuis « Welcome to L.A. », Alan Rudolph n'a cessé de s'attacher aux êtres qui luttent – quand même – pour que le malheur ne soit pas fatalité. Avec « Wanda's Café » (étrange « traduction » de « Trouble in mind »), il persiste et signe une œuvre superbe de générosité et de maestria. Dans une ville inquiétante (Seattle, magnifiquement filmée) le hasard réunit des hommes et des femmes broyés par le destin : une belle, naïve et pure, un paumé prêt à toutes les bêtises, un ancien flic rescapé de prison et Wanda, brisée mais sage. L'intrigue est un peu compliquée, digne d'une tragédie antique revisitée par l'humour tordu de ce XXe siècle finissant et sa persistante odeur de pourriture et de dictature. Mais un petit miracle s'opère, pour nous faire don d'un film en état de grâce où dominent la tendresse, le regard tremblant et le sourire de Geneviève Bujold.

F. de G.

** « Wanda's café » d'Alan Rudolph avec Geneviève Bujold, Chris Christoferson, Keith Carradine.*

Dans le vif du sujet

« Jean de Florette » n'était au mieux qu'une longue scène d'exposition. Avec « Manon des sources », nous entrons dans le vif du sujet et l'histoire écrite par Pagnol prend corps, enfin. Grâce surtout à deux formidables acteurs : Yves Montand, surprenant, émouvant de sincérité totale. Et Daniel Auteuil, qui fait plus que confirmer la révélation d'un comédien habité par un rôle. Quand ces voix et ces regards parlent, ils éclipsent tout, même les défauts et les lourdeurs d'une réalisation toujours aussi empesée.

F. DE G.

** « Manon des sources » de Claude Berri, avec Daniel Auteuil, Emmanuelle Béart, Hippolyte Girardot et Yves Montand.*

Les éternels maris

« Husbands », film mythique à l'image glauque et au son perturbé, mérite toujours sa réputation. En 1970, John Cassavetes tourne avec les moyens du bord, en état d'urgence. Et grâce à l'aide de Ben Gazzara et de Peter Falk, il va jusqu'au bout. Au bout de la colère contre une société américaine trop bien-pensante. Au bout de la déprime : trois hommes, gamins orphelins de leur copain mort trop jeune, partent à la dérive et refusent de rentrer chez eux, malgré les cinq enfants, les trois maisons et les quatre garages qu'ils totalisent à eux trois. Ils s'enfoncent et nous avec, au fil de scènes fascinantes par leur longueur même, par leur capacité à suivre les errements de ces petites âmes masculines saisies par le mal-être. Beau comme du Dostoïevski et revigorant, en ces temps où le cinéma nous offre trop de produits bien lisses, calibrés à nos souhaits supposés.

F. DE G.

** « Husbands » de John Cassavetes, avec Ben Gazzara, Peter Falk et John Cassavetes.*

Un vrai polar servi par de superbes acteurs

Du vrai Goodis et du bon. Un vrai polar, donc, qui sait scruter les états d'âme, les palpitations du cœur, les désespoirs et l'espoir. Dans cette « Descente aux enfers » les acteurs nous empoignent : Claude Brasseur trouve enfin un rôle, qu'il assume avec perfection et humilité. Sophie Marceau se révèle, belle et animale comme le fut en d'autres temps Rita Hayworth. Et Marie Dubois campe une immonde mégère qui restera dans les mémoires.

F. DE G.

** « Descente aux enfers », de Francis Girod, avec Claude Brasseur, Sophie Marceau, Marie Dubois et Gérard Rinaldi.*



Sophie Marceau dans « Descente aux enfers ».

La Révolution vue par les Italiens

FILLE DE L'EUROPE DES LUMIERES ET DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE

Nous poursuivons cette semaine notre document sur « la Révolution : ni maudite, ni vénérée mais vivante » avec un article sur la manière dont les historiens italiens la voient. Quitte à ce que notre chauvinisme en prenne un coup, nous verrons que tout en la considérant comme un événement capital, ils la remettent pourtant à une place plus modeste dans un ensemble européen voire américain.

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

IL suffit de parcourir la liste des nouveautés au rayon d'Histoire des librairies pour comprendre que la chute de la monarchie en France, reste pour les historiens italiens un sujet d'études privilégié. Nombreux sont également les essais sur le jacobinisme et l'esprit des Lumières, publiés dans les mensuels et revues académiques. Parmi les ouvrages majeurs de publication récente : le « Settecento riformatore » de Franco Venturi (Einaudi), Turin 1984 en deux volumes (1 065 pages) ; « la Chute de l'Ancien Régime » (1776/1789) et « le Patriotisme républicain et les empires de l'Est » est sans doute le travail le plus important de publications récentes, suivi du livre de Furio Diaz : « Du mouvement des Lumières au mouvement des peuples » avec, en sous-titre, « l'Europe entre l'illuminisme et Révolution » (Il Mulino, Bologne 1986 -680 pages).

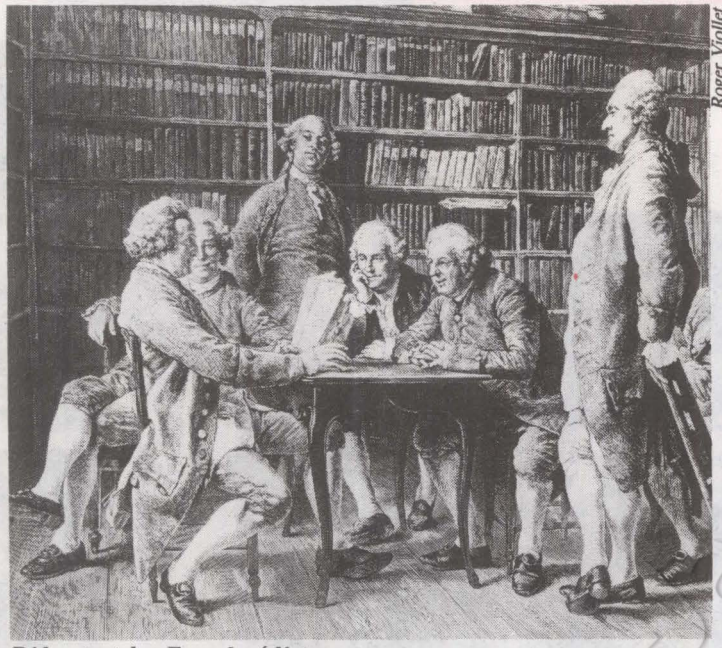
DANS sa préface, Franco Venturi résume l'orientation des historiens italiens (dont nous publierons dès le prochain numéro des textes rédigés pour *« l'Unité »*) : « Ce volume entend s'inscrire dans la courbe tracée il y a une centaine d'années par Albert Sorel avec son œuvre sur « l'Europe et la Révolution française », Jean Jaurès avec son « Histoire du socialisme » et la partie qu'il dédie à la Révolution : « La Révolution et les idées politiques et sociales de l'Europe » et R.R. Palmer dans ses deux volumes : « The Age of the Democratic Revolution » « Political History of Europe and America 1760-1800 ». La tendance de cette courbe est évidente écrit Franco Venturi : « la Révolution française apparaît de plus en plus incluse dans un processus général qu'on aurait la tentation d'appeler, selon la formule de Gibbon, le « déclin et la chute de l'Ancien Régime ».

En France, au contraire, nombreux sont les historiens qui semblent privilégier une voie inverse, qui prend comme point de référence la Révolution française pour expliquer tous les désordres du monde actuel. Une autre divergence concerne l'accent mis en France sur la lutte des classes, noblesses et clergé contre bourgeoisie, alors qu'en Italie on s'interroge plutôt sur les incapacités structurelles de la monarchie française et de ses plus fervents alliés. Ainsi le marquis de Bouillé note dans ses mémoires, et il n'est pas le seul : « A Paris, et dans les grandes villes, la bourgeoisie était supérieure en richesse, en talent et en mérites personnels. Elle avait dans les villes de province la même supériorité sur la noblesse des campagnes, elle sentait cette supériorité, cependant elle était humiliée ; elle se voyait exclue par les règlements militaires des emplois dans l'armée ; elle l'était du Haut-Clergé par le choix des évêques recrutés parmi la haute noblesse. La haute magistrature la rejetait également (...) même pour être reçu maître de requêtes, on exigeait dans les derniers temps des titres de noblesses. »

Marxiste au sens littéral du terme

Cette explication classiste, marxiste, au sens littéral du terme de la Révolution française se retrouve également chez Tocqueville qui remarque que les bourgeois avaient la même culture que les nobles et que ces cultures avaient les mêmes racines : « Tous les hommes qui se situaient au-dessus du peuple se ressemblaient, ils avaient les mêmes idées écrit-il, les mêmes habitudes, les mêmes goûts, ils cherchaient les mêmes plaisirs ils lisaient les mêmes livres, ils parlaient le même langage. Rien ne les différenciait sinon le droit. » Au XVIIIe siècle, l'Italie voyait déjà les choses sous un jour différent : « La crise que présente l'Europe en cette fin de siècle est certainement une des majeures et une des plus importante entre toutes recensées dans l'Histoire. » Pouvait-on lire en 1783 sur la revue florentine « Notizie del Mondo ». L'article poursuivait : « Jusqu'à ce moment la partie occidentale de l'Europe avait pour ainsi dire régi depuis plus de trois siècles les lois de l'univers. La force militaire des princes qui la gouvernent, leur puissante marine, l'industrie de leurs sujets, la supériorité de leurs manufactures, leurs vastes commerces (...) tout avait contribué à renforcer la puissance formidable des souverains de cette partie de l'Europe sur tout le reste de l'univers. »

Mais les changements — révolutions économique et technologique — précédaient la révolution politique que devait symboliser quelques années plus tard la Révolution française. « Deux puissances, qui il y a un siècle étaient à peine prises en considération, ont produit cette révolution. La Russie de la part orientale de l'Europe élargit ses frontières à pas de géants. Reliée comme elle l'est à la puissance autrichienne, dans un bref délai, elle deviendra patronne de la mer Noire et de son riche commerce. De l'autre côté émerge maintenant dans l'Amérique septentrionale une puissance qui selon toute apparence ne tardera pas à devenir formidable. (...) Considérons maintenant la situation de puissances qui auparavant dominaient en Europe : le crédit national de l'Angleterre et de la France sont au seuil de la faillite, leur débit est tel qu'il n'est pas possible de le réhausser : il manque les ressources du commerce... Le commerce des Européens avec les autres pays est pour les trois-quarts un commerce d'industrie,



Roger Viollet

Diderot et les Encyclopédistes.

c'est-à-dire de manufactures. Quand les Américains commenceront, comme c'est prévisible, à construire des manufactures, et si les Russes et les Autrichiens en font autant qu'adviendra-t-il de la France et de l'Angleterre ? »

La crise économique et les famines qui ont secoué la France dramatisaient la perception du futur dans une sorte de crainte millénariste dont la Révolution a été le paroxysme. Alimentée il est vrai par une haine bien concrète entre dominants et dominés et renforcée par le faste des uns et la misère des autres. Tocqueville lui-même observe que, malgré les progrès de la civilisation, les conditions des paysans français étaient quelquefois pires au XVIIIe siècle qu'elles ne l'avaient été au XIIIe. Misère d'ailleurs théorisée : « Au XVIIIe siècle, écrit Tocqueville, on croit encore que le paysan ne travaillerait pas s'il n'était continuellement stimulé par le besoin : la misère semble la seule garantie contre la paresse », et de remarquer : « C'est précisément la même théorie que j'ai entendu quelquefois professer à l'encontre des nègres de nos colonies. »

La première crise de l'Ancien Régime constate Franco Venturi, s'est dénouée dans les années 1760-1770, de façon inattendue et surprenante, aux marges des Etats et des Empires traditionnels ; dans la Corse de Pasquale Paoli, dans la Grèce de l'insurrection de 1770, dans la révolte des paysans du Pugacev, avec les tragiques luttes pour la liberté au Danemark, dans l'ambiguïté de la Révolution suédoise de Gustav III, dans les rébellions des serfs de Bohême. Au cœur de l'Europe en France, en Angleterre, en Espagne, dans l'Empire, c'était progressivement affirmer l'exigence de réformes plus énergiques et plus incisives, mais rien ne semblait encore avoir secoué de façon irréparable le fondement des grands Etats.

« Avec l'avènement de la Révolution américaine, et surtout avec l'avènement de la Déclaration d'indépendance de 1776, s'ouvrit une ère décisive. Les empires de l'occident, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la France et même Portugal sont secoués de façon différente, mais en profondeur, par les idées des insurgés américains, et par les passionnantes discussions que partout ils suscitaient. Du problème de l'Indépendance on passe rapidement au droit de se doter d'une Constitution propre ; de la volonté de résistance à la proclamation des droits de l'homme ; des affirmations de liberté du commerce aux tentatives de combattre le système mercantile dans toutes ses institutions et manifestations, précisément définies et dénoncées par Adam Schmidt.

Le pays le plus touché par cet élargissement de la crise généralisée entre la fin des années 1770 et le début des années 1780 fut l'Angleterre, vaincue par ses propres colonies en rébellion et affaiblie par la coalition franco-espagnole, elle parut un moment marcher vers un profond bouleversement interne. A cette crise britannique, il ne manqua ni la violence populaire ni l'affirmation d'actives organisations extra-parlementaires, ni les tentatives, surtout en Irlande et en Ecosse, d'imiter la Révolution américaine, ni l'affirmation d'une pensée illuministe qui avait mûri avec Paine, Priestley ou Bentham, et qui ouvrait le passage de la revendication d'une réforme parlementaire à celle d'une radicale restructuration de l'équilibre du pays, avançant entre autres la proposition d'introduire le suffrage universel.

Paris, plaque tournante des idées

Le radicalisme britannique réussit cependant à jeter ses premières et solides bases. Il manquait toutefois un débouché politique immédiat. Grâce à l'habileté de William Pitt, l'équilibre conservateur réussit à se rétablir dans les années 1780. »

La France elle, anime le débat : « La période de la guerre comme celle des transformations constitutionnelles, observe Franco Venturi, furent dominées par ce qui s'écrit et ce qui se fit en France. A Paris germèrent et se diffusèrent de nombreuses idées au travers desquelles les Européens virent la dissolution de l'Empire britannique, la naissance de la nouvelle nation américaine, comme l'extraordinaire effort de réadaptation et de transformation de la vieille Angleterre. De Paris et de la Hollande – alors fortement liée à la France dans son évolution politique intellectuelle – vint l'essentiel de ce flux d'informations et d'interprétations qui donnèrent le ton au débat européen sur le monde britannique. Franklin, Jefferson, Adams, Prise, Mazzei, se présentèrent à l'Europe avec une carte de visite parisienne. Les hommes qui ne purent se prévaloir d'une telle étiquette ou d'une telle introduction restèrent dans l'ombre, et ne refirent surface qu'après les événements de la Révolution française et de l'ère napoléonienne. Mais durant cette même période, observent les historiens étrangers, la France prolixe sur le plan théorique se trouvait dans une impasse politique. En monopolisant le pouvoir, la monarchie, le roi s'autodésignaient comme les principaux responsables de la misère et des désordres de l'économie française.

« La chute de Turgot et le limogeage de Necker en 1781 – sur l'instance de Marie-Antoinette – ne fut pas seulement perçue comme la faillite d'une politiques de réformes qui dans les années précédentes s'était développée à partir de la liberté du commerce du grain pour s'étendre aux droits féodaux, de la suppression des corvées à celles des corporations. A l'occasion de cette crise on perçut avec raison un changement de cap qui marquait l'abandon d'une politique de principe. L'ère de l'Encyclopédie se refermait. La France tournait le dos à Voltaire et aux physiocrates, au groupe désormais dispersé des philosophes pour se diriger vers un avenir aux contours intercertains et brumeux. » ●

4 juillet 1776 : signature de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis.



Roger Viollet

Kipa



« La Marseillaise » de Jean Renoir.

Kipa



« Marie-Antoinette », de Jean Delannoy.



« Caroline Chérie » d'après Cécil Saint-Laurent.

La Révolution au cinéma

LIBERTE, EGALITE ... ET HELAS TROP SOUVENT CHOUCROUTE

Le cinéma quand il se mêle d'évoquer 1789 se soucie de la vérité historique comme de l'an II et là aussi la « légende noire » a la vie dure. Avec de notables exceptions comme la sublime « Marseillaise » de Jean Renoir.

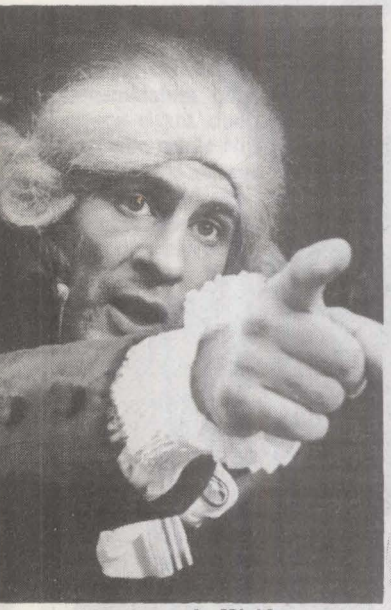
PAR MARTINE DUCOUSSET

LA vie rouge sang, la Révolution façon Carmagnole guillotineuse. Ah ça ira, ça ira, les gentils aristocrates à la lanterne, ah ça ira, ça ira, ces damnés Sans-culottes on les pendra. Le cinéma, quand il se mêle d'évoquer 1789, se soucie comme de l'an IV de la vérité historique. Ce qu'il préfère mettre en scène – à quelques notables exceptions près – c'est l'imagerie la plus noire. La légende pour chaumières en mal de têtes couronnées. Louis XVI et Marie-Antoinette étaient des saints, la populace, manipulée par des meneurs haineux, les a traînés à l'échafaud.

Qu'on se rappelle les incroyables morceaux d'anthologie signés par certains des petits-maîtres du septième art français. Edith Piaf, par exemple, – une fille du peuple, indique le générique – poussant sa chansonnette carmagnolesque sous les fenêtres de la reine dans l'insupportable mais brillant film de Sacha Guitry « Si Versailles m'était conté ». Ou alors Martine Carol, la Caroline préférée de Cécil Saint-Laurent, commençant – c'est ce que nous montre le réalisateur Richard Pottier – son apprentissage de petite fille destinée à devenir grande le jour de la prise de la Bastille. Et traversant les horreurs d'une guerre et d'une Terreur d'opérette pour retrouver son amour de toujours, Gaston de Salanches.

Michèle Morgan, c'est encore plus fort. Parce que les plus beaux yeux du monde, dans le film de Jean Delannoy, appartiennent à une femme, Marie-Antoinette, qui a tout de l'héroïne romantique. Si blonde, si gracieuse et si amoureuse, malgré la tendre affection qu'elle porte à son époux roi, de l'élégant comte de Fersen. Emprisonnée au Temple, quand tout va de mal en pis, l'Autrichienne reste digne. Tellement fière et pathétique à la fois dans sa robe toute simple, cheveux coupés courts et pleurs au bord des cils, tellement admirable qu'on ne peut que s'étrangler d'indignation devant la brutalité et la grossièreté dont font preuve ses gêoliers révolutionnaires. « Marie-Antoinette », ou comment réécrire l'Histoire...

Guitry, friand d'anecdotes et de bons mots, prenait des libertés avec la vérité. Delannoy, lui, la falsifie. Certes, tout artiste a parfaitement le droit de s'inventer un monde imaginaire, mais où s'arrête la création et où commence la malhonnêteté intellectuelle ? Quand Richard Pottier filme la prise de la Bastille, ou quand Jean-Paul Rappeneau fait évoluer ses « Mariés de l'an II » sur un champ de bataille, l'à-peu-près historique ne présente aucun caractère de gravité : la Révolution n'est qu'un décor, un prétexte à conter les aventures de personnages pris dans un tourbillon démentiel qui les dépasse. Mais quand Delannoy trace le portrait d'une femme qui était reine de France à un moment bien précis de l'histoire de notre pays, en oubliant au passage de signaler que ladite femme ne fut pas la seule victime de cette époque troublée, l'affaire prend d'autres proportions. Le film devient trucage.







« Danton » de Wajda.

« La Nuit de Varennes », d'Ettore Scola.

Pas de trucage en revanche, mais une curieuse vision de Versailles dans un drôle de dessin animé, « Lady Oscar », qui passe tous les lundis au cours de l'émission « Récré A.2. ». Lady Oscar, c'est une jeune fille déguisée en garçon qui sait sacrément bien manier l'épée et qui devient très vite colonel dans la Garde du roi. Il/elle aime beaucoup Marie-Antoinette, mais trouve tout de même que la souveraine exagère. Une souveraine évaporée qui n'a que deux idées en tête : ses toilettes et Axel de Fersen. Alors que, pense sombrement lady Oscar, le peuple est malheureux, le peuple est taxé, le peuple a faim. Oui, drôle de dessin animé qui utilise l'imagerie traditionnelle – Marie-Antoinette la bergère, Louis XVI le serrurier – mais se préoccupe aussi d'exactitude historique. On en saura sans doute davantage dans les prochains épisodes. La chanson du feuilleton ne nous avertit-elle pas qu'un beau jour Lady Oscar « choisit son camp et chassa les tyrans » ?

Révolution légende noire, Révolution décor, Révolution conte pour enfants. Et l'analyse dans tout ça, et la tentative de comprendre ce qui s'est passé ? En fait, bien peu de films ont choisi pour objet véritable de leur propos ce phénoménal événement qui a bouleversé toute une société et donné naissance à un monde nouveau. Le « Napoléon » d'Abel Gance est un chef-d'œuvre. Mais c'est le chef-d'œuvre d'un cinéaste poète qui réinventait la réalité. « Napoléon, c'est le conflit perpétuel entre le grand révolutionnaire qui voulait la Révolution dans la paix et faisait la guerre dans l'espoir d'obtenir une paix définitive », écrivait Abel Gance en 1927. Et, plus loin : « C'est un être dont les bras ne sont pas assez grands pour serrer quelque chose de plus grand que lui : la Révolution. »

Gance était un visionnaire de génie. C'est ce qui le différencie du tâcheron Delannoy. Mais Gance n'a vu la Révolution qu'à travers le destin d'un homme qu'il considérait comme le héros absolu : Napoléon Bonaparte. De la même façon qu'Ettore Scola, dans son très littéraire film « la Nuit de Varennes », n'approche la gueuse que par le biais de personnages – Restif de la Bretonne, Casanova, le coiffeur Jacob, une ancienne cantatrice – devisant dans une diligence de tout, de rien et de l'agitation ambiante. Ces messieurs-dames philosophent, c'est formidable, mais c'est à côté du fait Révolution. « La Nuit de Varennes », c'est un film suprêmement intelligent. Trop même, parfois.

Restent deux monuments, qui s'efforcent d'expliquer 1789 et la suite : « Danton », d'Andrzej Wajda, et « la Marseillaise », de Jean Renoir. Le premier date de 1982, le second est sorti en 1937. Jean-Claude Carrière, co-adaptateur avec Wajda d'une pièce de la Polonaise Przybyszevska, explique ce qu'il a voulu montrer : un « affrontement entre deux conceptions de la Révolution. Peut-on arrêter un mouvement historique comme le préconise Danton ou faut-il, au contraire, comme l'exige Robespierre, aller jusqu'à l'extrême ? Le film pourrait avoir comme sous-titre « Histoire d'une liquidation », puisqu'il montre les dernières semaines de Danton, face à Robespierre ». Le résultat est formidable : un film superbe, frémissant et magnifiquement servi par deux comédiens hors pair, Gérard Depardieu et Wojciek Pszoniak. Mais Wajda et Carrière n'ont pas fait autre chose que du Delannoy, le talent en plus : une falsification de l'histoire. Danton n'était pas cet honnête homme soucieux de son prochain et épris de liberté, Robespierre ne ressemblait pas forcément à ce stratège rigide et froid comptabilisant les têtes tombant dans les paniers. C'était plus compliqué, ils étaient plus compliqués. Et la Révolution aussi. « Danton » nous met mal à l'aise, « Danton » est une imposture. Une imposture d'autant plus grave que c'est un metteur en scène inspiré qui la légitime.

Renoir enfin, Renoir heureusement. Sa « Marseillaise », il la commente ainsi : « Dans mon film, je suis l'idée de Nation symbolisée par un chant. Car au fond, « la Marseillaise » c'est cela : le film d'une idée » (1). Le film selon une méthode : « J'ai essayé de raconter un des plus grands moments de l'Histoire de France de la même manière que j'aurais raconté une aventure se passant dans la rue à côté. » « La Marseillaise », c'est bien cela : l'aventure toute simple du bataillon des 500 volontaires marseillais, partis de chez eux le 2 juillet 1792 pour arriver à Paris le 30, veille de la publication du manifeste de Brunswick.

Une aventure comme seul l'auteur de « la Règle du jeu » pouvait nous la conter. François Truffaut explique très bien pourquoi : « la familiarité permet à Renoir de ne tomber dans aucun des pièges tendus par les reconstitutions historiques et cet extraordinaire don de vie qu'il a reçu lui permet de nous donner un film vivant avec des gens qui respirent et qui éprouvent des sentiments vrais. (2) »

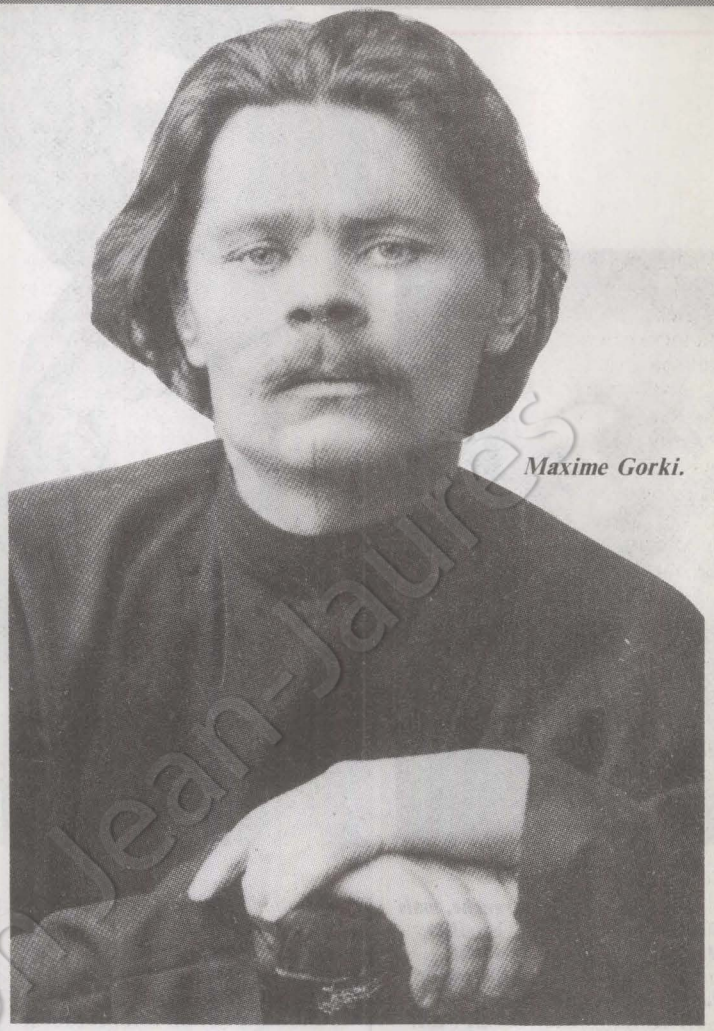
D'un côté le peuple, incapable de se rendre compte qu'il va provoquer la chute de la monarchie – « ils sont même convaincus qu'ils vont seulement délivrer le Roi de mauvais conseillers » (1) –, de l'autre la Cour, et un souverain, Louis XVI, que Renoir estimait être un personnage « d'une très grande bonté » qui « se savait victime de la destinée ». Le peuple, les monarques. Le « système de l'équilibre », disait Renoir.

Renoir l'Humaniste, Renoir qui pensait qu'en côtoyant le quotidien des gens on pouvait comprendre leurs accès de colère et leurs crises d'enthousiasme. Renoir qui a tout pigé, parce qu'il était lucide et généreux. « Si le plus illustre film de Griffith s'intitule « Birth of a nation », écrit François Truffaut, celui-ci pourrait s'appeler « Naissance de la Nation ». La vie rouge sang ? Sans doute. La vie couleur espoir, sûrement.

(1) « Entretiens et propos », par Jean Renoir. Ed. Ramsay.

(2) « Les films de ma vie », par François Truffaut. Ed. Flammarion.

CES CHERS DISPARUS



Maxime Gorki.

Fonds Jean-Jaurès

« Gorki », par Henri Troyat, Flammarion.
« Maurice Barrès, le Prince de la jeunesse », par Yves Chiron, Perrin.
« Ingrid Bergman, le mythe et la vie », par Laurence Leamer, traduit de l'américain par Marie-Caroline Aubert (Librairie académique Perrin).
« La Seconde Vie d'Anna Schüler », par Jacqueline Bénédict, roman (Albin Michel).

PARALLELEMENT à l'engouement pour l'Histoire – la vraie, la sérieuse, l'austère parfois – et la petite histoire – style « histoires d'amour de l'Histoire de France » – ces dernières années ont vu proliférer un art jusqu'alors quasi confidentiel : la biographie. Entreprise servant souvent à réhabiliter des personnages maltraités par la postérité, Alexandre Dumas – on ne dira jamais assez le mal profond que notre feuilletoniste préféré a causé à des personnages de première grandeur comme Richelieu, Mazarin ou Catherine de Médicis – ou dédaignés par Michelet, le grand ordonnateur de notre inconscient historique.

Ainsi, des historiens patentés se sont-ils attachés à défendre la mémoire de Louis XI, Catherine de Médicis ou plus récemment Louis XII, un roi quasi inconnu dont on nous dit pourtant qu'il fut le plus puissant monarque de son temps, (voir « Louis XII », par Bertrand Quilliet chez Fayard). Reste que la biographie est une curieuse discipline qui exige abnégation, une sorte d'amour-haine pour l'objet de son étude et un don quasi schizophrénique de se mettre à la place de son personnage.

Ainsi, le grand écrivain Henri Troyat dont l'œuvre solide et exquise à la fois continue d'enchanter des générations de lecteurs s'est-il attelé une fois de plus à la vie d'un de ces grands Russes que ses origines lui font privilégier. Après des portraits de potentats comme « Catherine la Grande » ou « Ivan le Terrible », d'écrivains du XIXe siècle comme Gogol, Tchékhov ou Pouchkine, il s'attache aujourd'hui à un personnage complexe, chaleureux et parfaitement contradictoire : Maxime Gorki.

Ceux qui ont lu, et ils sont heureusement nombreux, les récits autobiographiques de l'écrivain de la Volga n'ont pas oublié les admirables « Enfance », « En gagnant mon pain » et « Mes universités », souvenirs déchirants d'une enfance et d'une jeunesse misérables, marquées par la faim, le froid, la violence des adultes, leur ivrognerie, leur ignorance et leur paresse. Années noires éclairées par la douce personnalité d'une grand-mère inoubliable, bonne comme le pain et qui fut seule à lui apprendre la compassion, qui constituera avec la rébellion la trame de son œuvre future.



Maurice Barrès.

Avec une sorte de détachement attendri, Henri Troyat nous raconte les années d'apprentissage, les débuts d'une gloire qui deviendra rapidement universelle et surtout l'itinéraire politique de celui qui, après avoir compris mieux que personne la réalité du pouvoir soviétique, en deviendra le porte-parole pour ne pas dire le porte-drapeau.

En effet, ami de Lénine, proche des Bolcheviks, Gorki appréhendera la révolution d'octobre avec une rare lucidité. Doté d'une méfiance profonde à l'égard d'une paysannerie dont il a pu mesurer dans son enfance la brutalité et la mesquinerie, il privilégiera toujours le prolétariat des villes, aile marchante de la Révolution triomphante. Mais au moment où ses amis, par un coup d'Etat, prennent le pouvoir, il écrit déjà dans son journal, « la Vie nouvelle », du 7 novembre 1917 : « Lénine, Trotski et leurs compagnons de route sont déjà empoisonnés par le venin visqueux du pouvoir, on le voit par leur attitude honteuse au sujet de la liberté de parole, de la liberté individuelle et de l'ensemble des droits pour lesquels la démocratie a lutté. Des fanatiques aveugles et des aventuriers sans scrupule se précipitent sur la voie de la prétendue « Révolution sociale ». (...) Le pouvoir de Lénine arrête et jette en prison tous ceux qui ne partagent pas ses idées, comme le faisait le pouvoir des Romanov. »

Analyses si violentes que l'élimination physique du tribun fut un instant envisagée par son « ami », Lénine. Et c'est cet homme-là, ce révolté qui écrivait en décembre 1917 : « Nous continuerons notre polémique contre un gouvernement qui mène la classe ouvrière à sa perte : nous considérons cette polémique comme notre devoir, le devoir des citoyens honnêtes et des socialistes indépendants », qui devint au fil des années le conformiste, thuriféraire du pire

stalinisme, l'ami intime du patron de la police politique, la Tchéka, et l'écrivain favori d'une nomenklatura qui, le béatifiant de son vivant, donnera son nom à sa ville natale Nijni-Novgorod. Le Gorki d'aujourd'hui où Zakharov purge son exil. « Cette métamorphose qui stupéfia certains de ses proches ne fut pas le résultat d'une brusque révélation idéologique mais la conséquence de menues résignations », nous dit Henri Troyat.

Gravement malade, tuberculeux depuis son suicide raté à l'âge de 19 ans, Gorki avait besoin pour survivre de soleil, de calme et de chaleur. C'est ainsi que, régulièrement, il partait à Capri en pleine Italie fasciste et aux frais du gouvernement soviétique, se refaire une santé. Une façon certaine de le « tenir ». Ses femmes successives et son fils, Maxime, ont certainement joué aussi un rôle important dans cet alignement progressif qui devait conduire le bouillant contestataire (« Je ne peux pas parler à ces canailles, Lénine et Trotski. C'est chez moi organique ») à une totale harmonie de convictions – au moins publiques – avec le pouvoir. De même que la formidable capacité de terrorisme intellectuel que les Bolcheviks manipulaient magistralement – « Si tu n'es pas avec nous tu es contre nous » – ne doit pas être sous-estimée. Des intellectuels français moins « culpabilisables » et plus à l'abri que Gorki ont été autrement aveuglés !

La grande réussite de la biographie qu'Henri Troyat a consacrée à Alexis Pechkov, dit Maxime Gorki, est de nous montrer avec une infinie compassion – vertu décidément gorkienne – et sans jamais l'accabler, cet homme en fin de comptes récupéré par les pires tyrans mais « sombre, voûté, tourmenté, malheureux et effrayant », qui ne cessera jusqu'à sa mort d'explorer les « Bas-fonds ».

Ingrid Bergman n'a pas eu la même chance avec son autobiographe américain. Laurence Learner en effet dans « le Mythe et la vie » nous donne un portrait de la grande star suédoise tout en contraste, c'est le moins qu'on puisse dire. A se demander s'il n'en profite pas pour régler quelques comptes avec une femme trop belle, trop douée et dont la carrière dans l'ensemble fut une réussite. Que l'on garde en mémoire l'image bouleversante de la jeune partenaire d'Humphrey Bogart de « Casabianca » ou celle de la « mauvaise mère » héroïne superbe de « la Sonate d'automne ». Ingrid Bergman par sa présence, l'intelligence avec laquelle elle sut choisir ses metteurs en scène (Hitchcock, Fleming, Mc Carey, Rossellini) reste encore aujourd'hui une image inoubliable pour drogués des salles obscures. Pourtant son biographe s'acharne – sans y réussir toutefois – à démolir le mythe. A moitié allemande, Ingrid Bergman employée par l'U.f.a. aurait eu des sympathies nazies, la bonne épouse était en fait une Messaline collectionnant les amants comme d'autres les papillons (et quels amants ! : Gary Cooper, Gregory Peck, Anthony Quinn, Robert Capa et la plupart de ses metteurs en scène), et pour mieux parachever l'entreprise de destruction, l'auteur porte un coup fatal au couple Bergman-Rossellini, qu'il transforme en attelage hétéroclite d'une nymphomane frigide et d'un paranoïaque aigri... Parions que le livre qu'il a consacré à l'histoire de Nancy et Ronald Reagan est autrement édifiant ! Fallait-il vraiment faire les poubelles pour rédiger la vie d'une star qui fut la première pendant quelques années ? Une biographie à « l'américaine » bourrée de dialogues bidons, style : « J'étais sous la table déguisée en petite souris », suintant la hargne, l'hypocrisie et la pruderie la plus voyeuse. Ça fait 325 pages et ça coûte 95 F. Avis aux amateurs !

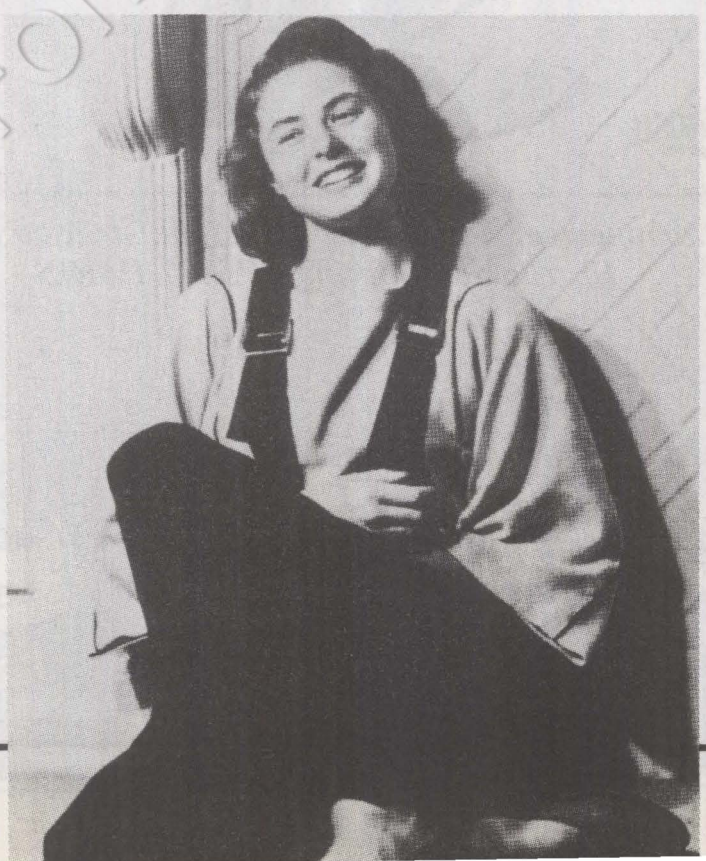
Yves Chiron, en revanche, dont Jacques Laurent s'extasie dans sa préface que, si jeune, il soit capable d'une si remarquable compréhension, nous donne avec son « Maurice Barrès » un bien beau portrait d'un monsieur somme toute pas si sympathique que ça. Le catalyseur des droites, l'écrivain cocardier, l'antidreyfusard hystérique ne nous rendent pas forcément « ce Prince de la jeunesse » très proche. Mais ce héros ambigu, lorrain jusqu'à l'os, conservateur viscéral mais républicain dans l'âme est d'abord un écrivain, et même si aujourd'hui on ne lit plus guère ses œuvres on a tort. Car « la Colline inspirée » reste un grand livre fondateur.

Yves Chiron, simplement mais clairement, appuyé sur une connaissance approfondie de l'œuvre et de la vie de son personnage nous donne à connaître l'enfant timide et souffreteux, le jeune homme un peu arriviste « qui n'est pas devenu le Prince de la jeunesse par la seule magie de son style et le mordant de son esprit, mais qui a très tôt soigné son image, entretenu sa réputation, organisé lui-même sa publicité », le bourreau des cœurs, et le libertin amateur de parties carrées, le député boulangiste, le chantre enfin de la Terre des Morts... Mais, comme le rappelle Jacques Laurent dans sa subtile préface, ce nationaliste fut aussi l'ami du socialiste Léon Blum, qui le comprit probablement mieux que quiconque quand il concluait : « Chateaubriand et France, Stendhal et Renan, voilà ses véritables parrains devant l'Histoire, et non pas le maréchal Lyautey ou M. Millerand. »

Reste que consacrer aujourd'hui une biographie à Maurice Barrès – un « Maurras » vient également de paraître – est très révélateur de l'air d'un temps où comme l'écrit Max Gallo : « Avoir des idées à droite c'est penser objectivement et faire son métier d'intellectuel. Oser formuler un autre point de vue c'est être un idéologue. » A bon entendeur...

Peut-on parler de biographie à propos du livre de Jacqueline Bénédict : « La Seconde Vie d'Anna Schüler » ? Sans doute pas, et le livre est d'ailleurs sous-titré roman, mais tous les problèmes du biographe y sont intelligemment posés. Anna Schüler, poétesse et peintre, née en Allemagne, juive exilée lors de la montée du nazisme et morte à Jérusalem n'est que l'alibi, le prétexte que la romancière s'est trouvé pour parler d'elle-même et de sa mère disparue. Une belle quête un peu chaotique qui relève plus de « l'ancienne croyance asiatique en la résurrection et la métempsycose », que de la recherche biographique purement scientifique.

L'auteur pose toutefois dans son livre la question fondamentale qui doit hanter les auteurs de biographies vraies ou masquées : « Pourquoi certains sont-ils devenus des spécialistes de la résurrection des morts ? Historiens, archivistes, archéologues, romanciers, les plus incapables de vivre ? »



Ingrid Bergman au début de sa carrière américaine.

D'abord, un grand merci à ceux qui ont, à ce jour, répondu à notre appel. Vous êtes très nombreux à nous avoir manifesté votre volonté de voir ce journal continuer à vivre en dépit des difficultés de la période. En renouvelant à l'avance votre abonnement, en l'assortissant de dons parfois importants vous nous avez exprimé votre confiance et votre soutien.

Mais nous sommes encore loin du compte et l'effort doit être poursuivi. L'approche des fêtes de fin d'année suggère une façon de relancer notre campagne : pourquoi ne pas offrir en cadeau à un parent ou à un ami un abonnement d'un an à « l'Unité » ? Il suffirait que chacun de vous, nous envoie un nouvel abonnement pour que nous soyons tirés d'affaire. Le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ? Pour le prix d'une action Saint-Gobain vous pouvez contribuer à faire vivre le seul organe national du Parti socialiste ! A vous de juger.



Collection Jean Jaurès

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325